

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 JUILLET 1990

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14141 - 6 F

L'Europe et l'Albanie

L'ARGUMENT ne trompe personne. Si les gouvernements allemand, français et italien ont décidé de fermer provisoirement leurs ambassades à Tirana, ce n'est pas seulement pour « nettoyer » les locaux laissés en piteux état par les milliers de réfugiés qui s'y sont entassés pendant plus d'une semaine. C'est surtout pour empêcher l'afflux de nouveaux transfuges.

Un seul des pays de la CEE, la Grèce, gardera donc une mission diplomatique ouverte dans la capitale albanaise, le ministre hellénique des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, ayant estimé « symboliquement erronée » la décision des autres pays européens. Celle-ci était pourtant prévisible puisque, dès le début de la semaine, on pensait que les diplomates occidentaux avaient demandé aux autorités albanaises de s'opposer à toute nouvelle arrivée de réfugiés.

Après une vue, l'attitude des chancelleries européennes peut paraître étrange. Tout se passe comme si l'Europe avait désormais décidé de s'en laver les mains, de laisser les Albanais à leur triste sort, après avoir, d'une manière efficace, rapide et coordonnée, réglé, sans violence, le douloureux problème posé par les quelque cinq mille personnes qui se pressaient dans les ambassades.

Mais l'essentiel est peut-être ailleurs. Fermées depuis des dizaines d'années à toute influence extérieure, l'Albanie a retrouvé timidement pour la première fois quelques fenêtres sur le monde. D'abord en acceptant de laisser partir plusieurs milliers de personnes. Ensuite, en négociant les conditions de départ avec les diplomates occidentaux.

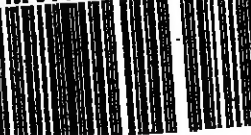
Un premier lien, ténu, a ainsi été créé avec l'extérieur. En agissant de la sorte, les Occidentaux ont peut-être aussi voulu aider ceux des dirigeants de Tirana qui plaideraient pour une libéralisation du régime. Un nouvel afflux de réfugiés aurait pu en effet renforcer la position des « durs », décidés à empêcher la poursuite de l'hémorragie.

Il faut, certes, prendre avec infiniment de précaution les informations selon lesquelles une lutte aurait commencé à Tirana entre les « réformateurs », emmenés par l'actuel numéro un, Ramiz Alia, et les « staliniens », représentés par le veuve de l'ancien dictateur, Enver Hoxha. Les décisions prises récemment, comme l'entrée de l'Albanie en tant qu'observateur à la CSCE, les timides réformes économiques et un remaniement ministériel dont on se demande encore s'il représente un pas en arrière ou en avant, sont trop ambiguës pour déterminer quelle tendance, si tendance il y a, semble l'emporter.

L'Albanie pourra-t-elle rester indéfiniment à l'écart du mouvement de libéralisation qui a déferlé sur l'ancienne Europe socialiste ? Si une « révolution de valeurs » semble difficilement envisageable dans ce pays, compte tenu de l'absence quasi totale de culture démocratique, l'alternative reste donc entre une révolution de palais « à la bulgare » ou une révolte violente, rapidement confisquée, « à la roumaine ».

Lire nos informations page 3

M 0146 - 7160 - 6.00 F



La rencontre entre le chancelier ouest-allemand et M. Gorbatchev

M. Helmut Kohl tente de lever en URSS les derniers obstacles à la réunification

Le chancelier Kohl devait quitter Bonn samedi 14 juillet, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher et du ministre des finances, M. Theo Waigel, pour une visite de travail de deux jours et demi en URSS. Il se rendra dimanche dans la région de Stavropol, d'où est originaire le président soviétique. L'an-

nonce, faite vendredi par le gouvernement ouest-allemand d'une réduction à douze mois du service militaire en RFA est interprétée comme un geste de bonne volonté envers Moscou. M. Kohl va de lever les derniers obstacles à la réunification allemande, notamment le refus de l'URSS de voir l'Allemagne unie appartenir à l'OTAN.

BONN

de notre correspondant

Le chancelier Kohl a beaucoup de mal à cacher la fierté qu'il éprouve à être le premier chef de gouvernement étranger à être reçu dans cette région de Stavropol, où M. Mikhaïl Gorbatchev vit le jour et commença son ascension dans le Parti et l'Etat. Ces regards particuliers, comme le fait qu'il soit le premier chef de gouvernement occidental à rencontrer les dirigeants soviétiques après les trois derniers sommets occidentaux - CEE, OTAN et groupe des Sept - montrent assez le rôle central accordé par Moscou à l'Allemagne.

Son porte-parole, M. Hans Klein, a néanmoins rappelé que le voyage du chancelier à Moscou

était précédé de celui du secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner, et sera suivi de celui du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors. « C'est la preuve que l'Allemagne ne fait pas cavalier seul », a-t-il estimé. M. Gorbatchev a d'autre part reçu une lettre du président américain sur les conclusions du sommet de Houston.

M. Kohl va en URSS d'abord comme l'homme d'une seule idée : celle d'aboutir avant la fin de cette année à l'unification d'une Allemagne ayant recouvré sa pleine souveraineté. Après son dernier voyage à Moscou, en janvier dernier, le chancelier avait proclamé qu'il en rapportait « la clé de l'unité allemande ». La suite des événements a montré que cette clé grince quelque peu

Crise ministérielle en Inde	page 16
Le chef du gouvernement a démissionné	
La fin du congrès du PC soviétique	page 3
Un nouveau bureau politique sans le premier ministre et le ministre de la défense	
Financement de la Sécurité sociale	page 13
Le casse-tête de la « contribution sociale généralisée »	
Lutte contre le chômage	page 13
Un record : 415 000 emplois salariés supplémentaires en 1989	
Régions	page 12
La bataille de l'eau dans le Sud-Ouest	

Le sommaire complet se trouve page 16

A partir de lundi

Frissons fin de siècle

un feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX

Le Monde publiera lundi 16 juillet (numéro daté mardi 17) le premier des trente-cinq épisodes du feuilleton de l'été consacré aux années 1889-1900.

J.B. LIVINGSTONE

Le secret des Mac Gordon

DOSSIERS DE SCOTLAND YARD

Éditions du Rocher

Les « énigmes » de l'été

Un nouveau Sherlock Holmes : le très british inspecteur Higgins.

« Dans le genre "fais-moi de l'A-ga-tha" on ne peut pas trouver mieux »
Pierre-Thomas Rosset "Elle"

J.B. LIVINGSTONE

DOSSIERS DE SCOTLAND YARD

15 TITRES PARUS

Éditions du Rocher

Evoquant les ministères « désuets »

M. Mitterrand veut accélérer la modernisation de l'Etat

La veille de sa traditionnelle intervention télévisée du 14 juillet, M. François Mitterrand avait émis des doutes sur l'efficacité de certains ministères « désuets ». Il avait aussi mis en garde les ministres exagérément dépensiers en s'interrogeant sur l'utilisation des crédits affectés notamment au logement et à la formation professionnelle. MM. Soisson et Laignel ont accueilli ces propos comme un encouragement à leur action.



LUC ROSENZWEIG

Lire la suite page 4

Lire page 6 l'article d'ANNE CHAUSSEBOURG

L'OLP a retrouvé un créneau au Liban

Chassée du pays par l'invasion israélienne en 1982

l'organisation palestinienne s'est réinstallée en force dans le Sud

SAÏDA

de notre envoyée spéciale

Sur les petites routes qui serpentent autour des collines rocalieuses à l'est de Saïda, les barrières des combattants palestiniens du Fatah sont partout. C'est à quelques kilomètres dans le massif de l'Iqlim-el-Toufah, objet périodique de très violents affrontements entre les miliciens du Hezbollah (pro-irakien) et de Amal (pro-syrien), qu'est déployée depuis fin décembre, une force tampon palestinienne. Celle-ci protège tout à la fois les camps de réfugiés de Saïda, de Ain-el-Heloué et de Mieh-Mieh, qui abritent la plus importante concentration palestinienne du Liban - 150 000 personnes - et les miliciens de Amal qui, sans cela, seraient une nouvelle fois effondrés face à la détermination

du Hezbollah qui cherche à étendre son influence et à faire sa jonction sur la route côtière Saïda-Tyr.

Cette initiative palestinienne, qui a reçu l'accord tacite de la Syrie, dans la mesure où elle servait l'intérêt de ses alliés, constituait pour l'OLP - en l'occurrence, le Fatah de M. Yasser Arafat, une manière de montrer sa capacité à faire régner la paix sur un territoire qu'elle contrôle et où elle entend rester la seule force. Saïda et sa région sont incontestablement devenues le nouveau bastion de l'OLP, à partir duquel la centrale palestinienne veut négocier avec les autorités libanaises un nouvel accord sur son existence et son rôle au Liban.

En l'absence de toute mention dans l'accord de Taëf de la présence palestinienne au Liban - environ 400 000 personnes - et après la dénonciation des accords

du Caire de 1969, l'OLP veut engager une nouvelle négociation qui assurerait à la fois, affirme un responsable, « la protection des camps, le droit des Palestiniens au travail, à l'habitat, à la libre circulation (etc.) », et qui garantirait « sa capacité à jouer son rôle national contre l'occupation israélienne de la Palestine, ce qui va, poursuit le communiqué, des opérations militaires contre Israël à l'organisation officielle de comités de soutien à l'intifada ». Sans compter, enfin, que le Liban demeure pour la centrale palestinienne le sanctuaire en cas d'échec de toute solution pacifique.

Pour l'heure, grâce à son accord de janvier 1989 avec la milice chiite Amal, prépondérante au Liban sud, l'OLP a retrouvé une liberté de mouvement entre Saïda et Tyr.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 5

Les avatars de la TGB

Nouvelle incertitude sur le rôle de la Très Grande Bibliothèque : accueillera-t-elle les archives audiovisuelles ?

La Bibliothèque de France entrerait-elle dans une zone de tempête ? Vitupé à l'étranger, le dernier des grands travaux présidentiels aborde une zone de turbulences. L'accouchement du projet se révèle plus laborieux que prévu, surtout dans sa dimension audiovisuelle qui en constitue l'aspect le plus original et le plus novateur. L'arbitrage de l'Elysée devra-t-il être une nouvelle fois sollicité ?

Déjà en mai dernier, dans le Times Literary Supplement,

Patrice Higonnet, professeur d'histoire de France à l'université de Harvard, publiait un article incendiaire sur le projet français, « Folies françaises », sous-titré « Une folie politique, un échec architectural et un désastre pour les lecteurs ». Le 26 juin dernier, c'était au tour du conservateur en chef de la Bibliothèque royale de Bruxelles d'enfoncer le clou dans le Soir.

PIERRE-ANGEL GAY et EMMANUEL DE ROUX
Lire la suite page 8

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 S CAN ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p ; Irlande, 150 IR ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

سكنا من الامم

ÉTRANGER

URSS : pendant que le congrès renouvelait presque entièrement les instances du parti Le chef de la direction politique de l'armée et le responsable des cadres militaires ont été remplacés

Le 28^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique s'est achevé, vendredi 13 juillet, par un discours de M. Gorbatchev et l'élection des nouveaux organes dirigeants. Deux hauts responsables de l'armée ont été remplacés tandis que le maire de Moscou et celui de Leningrad, deux réformateurs, ont annoncé qu'ils quittaient le PC à la suite de M. Eltsine. Le nouveau bureau politique, qui compte vingt-quatre membres, est presque entièrement renouvelé, puisque seuls M. Gorbatchev et M. Iavitchko y représentent l'ancienne direction. En particulier M. Ryjkov et les autres responsables du gouvernement (dont le maréchal Iazov, ministre de la défense) en ont été écartés. Mais ils devraient conserver leur siège au conseil présidentiel, l'organisme qui assiste M. Gorbatchev à la tête de l'Etat.

MOSCOU

de notre correspondant

Le congrès ne s'était pas encore achevé. Les candidats proposés par M. Gorbatchev n'avaient pas encore été tous élus, vendredi 13 juillet, au comité central. On ne savait pas encore que samedi matin entreraient au bureau politique, à côté des personnalités qui en sont désormais membres de droit, un groupe d'hommes sur lesquels, pour pratiquement tous, peut compter le secrétaire général. On ne savait notamment pas officiellement du moins - que MM. Frolov, ami personnel de M. Gorbatchev et rédacteur en chef de la Pravda depuis octobre dernier, Prokofiev, premier secrétaire de Moscou et nouvelle tête noire des conservateurs, Iazov, président des syndicats depuis avril, et Zakharenko, président de la commission des affaires étrangères du Soviet suprême, Oleg Chelntsev, ancien secrétaire de la région de Krasnoïarsk et Stroeïev, ancien secrétaire du comité central, où il « doublait » M. Ligatchev sur les questions agricoles, allaient diriger le parti, en tant que membres du bureau politique, avec une quasi-laconne - M^{me} Semionova, rédactrice en chef du périodique Khrustianka (« la Paysanne »).

Bref, on ne savait pas encore que M. Gorbatchev avait décidé de gagner son congrès, déjà, l'agence Tass annonçait laconiquement, en fin d'après-midi, le limo-

geage de deux des plus hauts responsables militaires. Le premier, « à sa demande et pour raisons de santé », le second, « pour raisons de santé » seulement, les généraux Alexei Lizitchev, chef du département politique de l'armée, et Dmitri Soukhovokhov, vice-ministre de la défense chargé du personnel, étaient « relevés de leurs fonctions » (1).

Collusion avec les conservateurs

Envoyés l'un et l'autre grossir les rangs des inspecteurs généraux du ministère de la défense, les hommes qui contrôlaient l'armée à travers l'encadrement politique et la politique des cadres, ont donc payé pour l'alliance que les hauts grades avaient voulu sceller avec l'appareil conservateur.

Avaient-ils, eux deux, personnellement organisé cette fronde ? En étaient-ils directement responsables ? On l'ignore, mais ils l'étaient en tout cas les qualités puisqu'ils n'avaient su l'empêcher, et, dès mardi, dans le discours-programme sur lequel il avait tenu à se faire rédiger à la tête du parti, M. Gorbatchev avait mis les choses au clair. « Ceux qui occupent d'importantes fonctions dans l'Etat, avaient-ils lancé, doivent pointer vers les travaux des militaires, doivent (...) appliquer la politique de l'Etat et, s'ils (...) se trouvent en désaccord avec elle, remettre leur démission ».

C'est fait, et cette obédience à un sens politique qui vaut conclusion pour l'ensemble du congrès. Non seulement en effet le président soviétique a repris en main l'armée mais, avant de recevoir, ce samedi, le secrétaire général de l'OTAN puis, dimanche, M. Kohl, il a lancé au congrès, c'est-à-dire à l'appareil conservateur qui dominait la salle : « Quant à moi, je veux que vous sachiez que j'utiliserai tous les pouvoirs constitutionnels du président soviétique (pour) ne laisser personne démolir la perestroïka ». C'était la phrase-clé du discours de clôture. Celle qui voulait dire que le pouvoir était à l'Etat et que l'Etat, c'était le président et non plus le parti.

Pour le reste, M. Gorbatchev a affirmé tirer tout son soutien du congrès. La première est que le parti serait « déterminé à combler l'écart qui existe toujours » entre ses organisations et la population. La seconde qu'il entendrait « radicalement changer son attitude vis-à-vis des soviets », c'est-à-dire des assemblées élues. Et la troisième, qu'il aurait « exprimé sa disponibilité à reconnaître l'existence d'autres organisations politiques et sociales et à former une large coalition au nom de la sortie de la crise et de la réalisation de profondes réformes ».

« Il ne s'agit pas là d'un mouvement tactique, mais d'une proposition sérieuse, fondée sur les intérêts du pays et de la population », a alors ajouté M. Gorbatchev, qui ne tirait évidemment pas ainsi les conclusions du congrès, mais de sa victoire sur le congrès. « Nous sommes convenus, a-t-il poursuivi, que la priorité devait être donnée au développement des campagnes, à l'amélioration de la situation sur le marché de consommation, à la radicalisation de la restructuration économique et au renforcement de l'ordre et de la discipline. » Après cela, le secrétaire général pouvait venir aux bonnes paroles et reconforter l'appareil en se complétant soi-même. « Le pays et la presse mondiale, dit-il, avaient craint que le Parti communiste soviétique ait perdu sa capacité de renouveau, qu'il ne puisse pas rompre avec le dogmatisme et le sectarisme, qu'il soit condamné à la scission et à la disparition de l'armée politique. Ces appréhensions, je le dis en confiance, n'étaient pas justifiées. Ceux qui comptaient que ce serait le dernier congrès et les fondateurs du parti se sont encore trompés. Le Parti communiste soviétique vit et vivra, il apportera sa contribution historique au progrès du pays et de la civilisation mondiale ».

Une « alliance » de la démocratie ?

Ce « vit et vivra » a étonnamment plu aux délégués. Ils en ont immédiatement conclu que ce ne serait pas drôle mais que leurs fauteuils, au moins, seraient préservés. C'est pour eux l'essentiel mais rien n'est pourtant moins sûr. Dès le printemps 1992, d'abord, une conférence du Parti, de nouveaux délégués, ceux d'un projet de programme, devraient être élus. Une commission a été mise en place pour le préparer et si personne n'en a soufflé mot au congrès, l'objectif était souligné dans un commentaire autorisé de Tass : accélérer le rapprochement idéologique avec la social-démocratie, revenir, en d'autres termes, sur la cassure léniniste du mouvement socialiste.

Cela ne devrait rien avoir de rassurant pour l'appareil soviétique, et cela d'autant moins que l'hémorragie du parti se confirme. M. Gorbatchev a raison de dire qu'il a évité une scission puisque les départs d'une petite fraction de la tendance Plate-forme démocratique, celui de M. Eltsine et maintenant ceux des maires de Moscou et Leningrad, MM. Popov et Sobtchak, ne peuvent être considérés comme tels. M. Gorbatchev a su éviter que le Parti n'éclate au Congrès. C'était, pour lui, capital puisque son prestige personnel en

aurait été atteint, mais de là à dire que « le parti vivra », il y a un pas.

Il survivra, c'est certain, mais si ce ne doit pas être seulement comme l'osmose de lui-même, si MM. Eltsine, Popov et Sobtchak ne doivent pas se retrouver à la tête d'un parti concurrent, il faudra, d'une manière ou d'une autre, qu'il se fonde dans un ensemble plus vaste - dans une « alliance de la démocratie » où un « front du progrès » dont seraient, ipso facto, exclus les conservateurs. A y regarder de près, les propos de M. Gorbatchev n'écartent d'ailleurs nullement une évolution de ce type. Beaucoup des personnalités de l'entourage présidentiel y sont au contraire ouvertement favorables, et la nouvelle définition que M. Gorbatchev donnait, mardi, du socialisme - le bien-être dans la justice sociale - devrait largement favoriser ce projet.

On n'en est pas encore là. On verra, et en attendant le seul changement au scénario prévu a été que, finalement, MM. Chevardnadze, Ryjkov et Maslounov, trois des membres du bureau politique sortant qui ne devaient pas initialement se présenter au comité central, ont été portés sur les listes. MM. Iakovlev et Medvedev ont, en revanche, maintenu leur refus de se présenter.

En tout, le comité central comprend finalement quatre cent douze membres au lieu des trois cent quatre-vingt-dix-huit prévus. Signe de la force numérique des conservateurs dans la salle, les personnalités les plus mal élues ont été l'historien anciennement contestataire Roy Medvedev, l'acteur Mikhail Goulianov, ami de M. Gorbatchev, ainsi que les économistes réformateurs de toutes tendances et M. Valentin Falin, chef de la section internationale du comité central.

Vendredi soir, le favori au poste de secrétaire du comité central à l'idéologie - l'un des rares secteurs de l'appareil communiste qui restera important puisqu'il contrôle la presse du parti - était le premier secrétaire de Moldavie, M. Louitchinski, tséquistes, membre de droit du futur bureau politique, c'est une personnalité d'ouverture, seul responsable du parti à avoir jamais tenté d'organiser (avec un succès très mitigé) une table ronde de l'ensemble des forces politiques de la république. Au total, l'appareil du comité central devrait être réduit de 40 % après l'avoir déjà drastiquement été ces deux dernières années.

BERNARD GUETTA

(1) Ils ont été respectivement remplacés par les généraux Chyngay et Iermakov, chef adjoint du département politique de l'armée et commandant de la région militaire de Leningrad.

Cinq mille réfugiés albanais sont arrivés à Brindisi

« Albanie, pas bon, fini »

Fatigués et en pleurs, les vêtements sales et les mains vides, des milliers d'Albanais ont débarqué à Brindisi en criant « L'Italia ! L'Italia ! ». Deux ferries italiens et deux navires immatriculés en Grèce, avec à leur bord en tout quelque cinq mille réfugiés - évacués pour la plupart des ambassades ouest-allemande et italienne à Tirana et embarqués de nuit à Durres - sont arrivés dans le port italien vendredi 13 juillet.

Un bébé né dans l'ambassade ouest-allemande et plusieurs blessés, victimes semble-t-il de chutes au moment où il a fallu escalader les encintes des ambassades, ont débarqué les premiers. Sur les quais, où des tentes de l'armée italienne et de la Croix-Rouge avaient été dressées, de nombreux Albanais ont pu ensuite embrasser le sol italien.

Le mécanicien Paride Gerani éclate en sanglots en racontant son histoire : « J'ai attendu quarante-cinq ans pour connaître ce jour. Je suis venu ici pour mourir. Je vous meurt avec la prière et la croix ». La jeune Durata Zechiry, vingt ans, est enceinte. Elle a décidé de fuir avec son mari pour le bien de son enfant. « Je voulais que mon bébé naisse ailleurs qu'en Albanie. Je veux qu'il grandisse en RFA », dit-elle.

Inquiétudes en RFA

Dès leur arrivée, des centaines de réfugiés ont été placés dans des trains à destination de l'Allemagne de l'Ouest. Si leur aventure rappelle celle des Allemands de l'Est fuyant leur pays il y a maintenant près d'un an, l'accueil risque d'être moins chaleureux. « Les Albanais arrivent. Une victoire pour la liberté, un problème pour nous ? », s'interroge le quotidien ouest-allemand Bild. « Ils ne trouveront pas du travail du premier coup, et ils vivront de la Sécurité sociale », écrit ce journal à gros tirage. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a assuré que les Albanais pourraient rester en Allemagne, mais vraisemblablement la plupart d'entre eux chercheront à s'installer aux Etats-Unis.

En France, 180 des 544 réfugiés qui doivent arriver dimanche matin à Marseille devraient se rendre dans un

premier temps dans des centres d'accueil situés dans les Yvelines et en Dordogne. La porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué que l'ensemble des réfugiés sera d'abord conduit pour quelques heures à Reims, puis logé dans des locaux relevant de « diverses administrations ». Les camps militaires du Larzac et de Caymus ont été « pressentis », mais aucune décision n'a encore été prise, selon une source militaire à Toulouse.

Fermeture des ambassades

A bord du car-ferry Orient Star, qui transporte les 544 Albanais qui s'étaient réfugiés à l'ambassade de France, des clivages ont commencé à apparaître entre ceux qui ont fui avec préméditation - une minorité - et ceux qui ont réagi instinctivement lorsque l'accès aux ambassades étrangères à Tirana a été autorisé. Les premiers sont plus instruits, parlent pour la plupart une langue étrangère et sont partis avec leur famille. Les seconds, plus jeunes, célibataires, ne parlent que l'albanais et sont incapables d'expliquer clairement pourquoi ils ont décidé de se réfugier dans une ambassade. De l'avis même de leurs compatriotes et des responsables de sécurité français, il semble y avoir parmi eux beaucoup de marginaux.

Salmir, un ouvrier de vingt-trois ans, a été le premier à jeter ses vieux vêtements à la mer au moment de la distribution d'effets neufs. « Albanie, pas bon, fini », a-t-il simplement dit en italien sous les applaudissements.

La France, l'Italie et la RFA ont annoncé vendredi la fermeture provisoire de leurs ambassades à Tirana, en invoquant la nécessité de remettre les locaux en état après l'occupation des réfugiés. « Il est exact qu'il faudra des semaines de nettoyage intensif pour redonner [aux ambassades] leur apparence antérieure », a affirmé un diplomate occidental.

Le régime a lancé vendredi après-midi un appel à une manifestation de soutien, qui selon l'agence officielle ATA a été suivi par plus de cent mille Albanais. Qualifiant les exilés de « brigands », M. Xhelil Gjoni, membre du Politburo, a notamment accusé la Yougoslavie d'être à l'origine des émeutes des dernières semaines. (AFP, Reuters, AP.)

ROUMANIE

Cinquante mille manifestants à Bucarest pour la libération du dirigeant étudiant Marian Munteanu

Des dizaines de milliers de personnes, près de 50 000 selon plusieurs estimations, ont défilé, vendredi 13 juillet, à Bucarest, pour demander la libération du dirigeant des étudiants Marian Munteanu. Cette manifestation, la plus importante depuis le début de l'année à Bucarest, intervient un mois après l'évacuation par la force de la place de l'Université occupée cinquante jours durant par les premiers contestataires du régime.

Les manifestants vêtus de blanc et portant des fleurs avaient répondu aux appels de la Ligue des étudiants et du Groupe indépendant pour la démocratie (GID). Partis de la place de l'Opéra, derrière des banderoles qui proclamaient « l'innocence emprisonnée » ou encore « du sang pour les étudiants, des remerciements pour les mineurs », ils se sont rendus place de l'Université où des milliers de personnes les attendaient avant de se rendre place de la Victoire, devant le siège du gouvernement.

Une délégation a alors remis au chef de cabinet du premier ministre une « protestation » demandant

la libération de toutes les personnes « abusivement » arrêtées.

Le parquet de Bucarest avait indiqué, jeudi, à des parlementaires français que cent quatre-vingt-quatre personnes dont quatre à six mineurs étaient incarcérées à la suite des événements de la mi-juin où des affrontements entre des manifestants anti-gouvernementaux et les forces de l'ordre, « renforcées » par l'arrivée de mineurs pro-Iliescu, avaient fait six morts et cinq cent deux blessés. Marian Munteanu, chef de la Ligue des étudiants, avait été grièvement blessé et arrêté le 18 juin à l'hôpital des urgences.

Pour sa part, le gouvernement roumain a refusé de céder en affirmant dans la soirée sa « volonté de ne pas influencer la justice ». Rappelant dans un communiqué « qu'une commission parlementaire a été créée pour enquêter sur les événements de juin » les autorités roumaines ont estimé que cette manifestation, sans incident, constituait « une preuve positive de libre expression des opinions ». (AFP, Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

Six partants importants

Six membres titulaires ou suppléants du bureau politique sortant n'ont pas retrouvé leur siège au comité central élu vendredi, ce qui signifie qu'ils renoncent à toute responsabilité à la direction du parti. Mais tandis que certains vont à l'évidence occuper des fonctions importantes dans la sphère étatique au côté du président Gorbatchev, pour d'autres, ce congrès aura marqué la fin de leur carrière politique. Ces six personnalités sont les suivantes :

Egor Ligatchev : c'est le principal perdant, celui qui a échoué dans son double défi contre M. Gorbatchev : d'abord (dans les semaines qui ont précédé le congrès) pour le remplacer à la tête du parti, puis, ces derniers jours, pour se faire élire au poste de numéro deux contre le candidat désigné par le secrétaire général.

M. Ligatchev, qui aura soixante-dix ans en novembre, a finalement annoncé, vendredi, qu'il allait se retirer dans sa région natale de Sibérie, dans l'intention d'écrire « un livre sur la politique, sur notre vie, en particulier les cinq dernières années », celles de sa coexistence difficile

avec l'architecte de la perestroïka.

Plus traditionaliste que conservateur au sens propre du terme, Egor Ligatchev avait participé au premier défilé khrouchtchévien des années 60 en occupant des fonctions dans l'appareil central du parti. La « stagnation » bréjnevienne l'avait renvoyé dans un exil de dix-huit ans comme premier secrétaire du parti à Tomsk. Appelé à Moscou par Andropov pour diriger le service des cadres en 1983, il avait été promu directeur membre titulaire du bureau politique en avril 1985, lors du plénum désigné encore aujourd'hui comme le point de départ officiel de la perestroïka. Il était membre titulaire du CC depuis 1978, après avoir été suppléant pendant dix ans.

Lav Zaïkov se rattache lui aussi à la tendance conservatrice. Né en 1923, il a dirigé pendant des années une usine d'armement de Leningrad avant de devenir maire de cette ville en 1976, puis premier secrétaire en 1983. Entré dès 1985 au secrétariat du parti (en charge de l'industrie de défense) et un an plus tard au bureau politique, se présentant lui-même comme le « numéro trois » du parti, il avait succédé à Boris Eltsine à la tête du parti à Moscou après le limo-

geage de ce dernier en novembre 1987. Remplacé à ce poste en novembre dernier, il était devenu le premier adjoint de M. Gorbatchev à la présidence du conseil de défense, tout en restant secrétaire du parti. Sa retraite avait été annoncée au cours du congrès.

Vitali Vorotnikov, conservateur lui aussi, était, lui, considéré comme un « ax » depuis le mois de mai dernier, lorsque Boris Eltsine lui avait ravi la présidence de Russie, qu'il détenait depuis octobre 1988 après avoir dirigé pendant cinq ans le gouvernement de cette république. Né en 1926, ancien chef du parti dans les régions de Voronej et de Krasnodar après avoir été ambassadeur à Cuba dans les dernières années bréjnevienne, M. Vitali Vorotnikov était, avec M. Gorbatchev, le seul membre du bureau politique dont la promotion était antérieure à la perestroïka, puisqu'il y avait fait son entrée sous Andropov, en décembre 1983.

Vladimir Medvedev sera peut-être « récupéré » par M. Gorbatchev, mais son sort paraît bien incertain après les vives critiques dont il est l'objet depuis fort longtemps. Agé de soixante et un ans, cet ancien professeur de Leningrad avait été nommé secrétaire du parti en 1988 et membre du bureau politique deux

ans plus tard, une majorité préférant voir ce « centriste » prendre la tête du secteur idéologique à la place du « radical » Iakovlev.

Alexandre Iakovlev précisément avait annoncé lui-même avoir décliné qu'il participerait à son dernier congrès du PC, mais sa carrière est loin d'être terminée, puisqu'il devrait devenir une sorte de secrétaire général de la nouvelle présidence du pays (le Monde du 14 juillet). Agé de soixante-sept ans, M. Iakovlev a été ambassadeur au Canada pendant dix ans sous Brejnev, puis directeur de l'institut MEMO des relations internationales. Il était secrétaire du parti depuis 1986 et membre titulaire du bureau politique depuis juin 1987.

Alexandre Vlasov est le seul fidèle de M. Gorbatchev qui soit, pour le moment du moins, laissé pour compte dans la nouvelle répartition des postes. Agé de cinquante-huit ans, cet apparatchik sibérien avait été nommé ministre de l'intérieur de l'URSS en janvier 1985, puis président du gouvernement de Russie en octobre 1988. M. Gorbatchev avait songé à lui cette année pour prendre la présidence soit du Soviet suprême de la Russie, soit du parti russe, mais ces deux candidatures ont échoué devant celles de MM. Eltsine et Polozkov.

5012 من الاول

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : attendue pour ce week-end

La démission de M. Ridley renforcerait le courant pro-européen du Parti conservateur

LONDRES

de notre correspondant

Les jours de M. Nicholas Ridley comme ministre du commerce et de l'industrie sont désormais comptés. A la suite de la condamnation unanime en Grande-Bretagne et sur le continent de ses virulents propos anti-allemands (le Monde du 14 juillet), l'homme-tige de M. Thatcher devrait prochainement annoncer sa démission.

Margaret Thatcher a gravement sous-estimé la puissance du sentiment pro-européen dans son propre parti et dans la presse acquise à ses idées. Malgré le retrait de ses déclarations, M. Nicholas Ridley est condamné à démissionner. Reste à M. Thatcher à trouver une porte de sortie honorable à son protégé, qui choisira le moment de rendre son tablier, sans doute dans le courant du week-end.

Coup fatal

En affirmant dans son interview au *Spectator*, publiée jeudi 12 juillet, que les Allemands, grâce à leur puissance financière, « veulent prendre le contrôle de la CEE », M. Ridley s'était mis à dos un formidable lobby contre lequel toute résistance, surtout de la part d'un politicien de droite, s'avère impossible. Le Foreign Office, le Trésor, le patronat, la Banque d'Angleterre, la majorité des députés tories exigeaient la tête de celui qui avait déclaré : « Céder sa souveraineté à la Commission européenne n'est pas mieux que de céder à Hitler ». Le sentiment prévalant vendredi à Westminster était que la démission du « gaffeur » était inévitable.

Sir Marcus Fox, un des vices-présidents du groupe parlementaire conservateur, a bien résumé le dilemme des élus de la majorité : « Si Nick s'en va, cette affaire sera un simple accident de parcours. S'il reste, nous avons une grave crise politique sur les bras ». Jamais, depuis la controverse au printemps sur la réforme de l'impôt local (poll tax), le gouvernement n'a tant paru

vulnérable. Le Labour, qui caracolait en tête des sondages avec plus de quinze points d'avance, jubile. L'économie vacille. M. Thatcher sait qu'elle ne peut se permettre de perdre davantage de crédibilité. Des élections générales, en effet, doivent se dérouler au plus tard en juin 1992.

M. Thatcher, qui a usé en onze ans pas moins d'une trentaine de ministres, pas tous rebelles à ses idées, répugne à se séparer de son plus loyal collaborateur. Maggie apprécie, dit-on dans son entourage, « l'humour, la gentillesse, le franc-parler » de l'ingénieur civil de Cirencester. M. Ridley, porte-parole de la droite dure au sein d'un cabinet dominé par les modérés, siège aux principaux comités restreints gouvernementaux, là où se prennent les vraies décisions. Enfin, en un an, la chieftain a perdu sept de ses

ministres au fil des remaniements et des démissions. Dont trois grands noms de son parti en six mois : Nigel Lawson, Norman Fowler et Peter Walker. Alors qu'elle est en train de s'enliser dans cette affaire Ridley, les prétendants à sa succession s'activent. A commencer par l'ex-ministre de la défense, Michael Heseltine, sa bête noire, prêt à lui porter le coup fatal.

Le remaniement ministériel traditionnel de l'été, prévu pour la fin de la semaine prochaine, devait être un pur raffistolage technique, n'affectant pas le cabinet. Pour la Dame de fer, il s'agissait d'une solution commode en attendant l'échéance des urnes. La voilà contrainte de remanier son équipe pour la énième fois, en remplaçant M. Ridley par un homme partageant ses vues. Un choix shakespearien en quelque sorte, entre passion et raison. — (Interim.)

« The Spectator » : vénérable et séduisant

Son allure d'intellectuel portant aussi bien le jeans de la jeunesse que le poids des responsabilités, son humour grinçant, ses éditoriaux pleins de sel, sont connus pour séduire plus volontiers les salons de Highgate et de Hampstead que les intérieurs de la bourgeoisie thatcherienne du Sussex ou du Surrey. Dominic Lawson, trente-trois ans, rédacteur en chef du vénérable hebdomadaire de droite *The Spectator*, n'en est pas à son premier scoop. Avant de recueillir les déclarations anti-allemandes de Nicholas Ridley, cet ancien journaliste du *Financial Times*, fils de l'ancien chancelier de l'Échiquier Nigel Lawson, avait fait rire le tout-Londres en révélant que l'ex-ministre de la défense, Michael Heseltine, prétendant déclaré à la succession de M. Thatcher, avait installé dans ses toilettes un porte-papier

hygiénique à l'effigie de la « dame ».

Refus de la couleur, à l'exception de photos, caractères classiques... Ce vénérable magazine, fondé en 1828 et qui se moque des modes, est confectionné par une poignée de journalistes dans une modeste maison georgienne du quartier bohème de Bloomsbury. La qualité de ses collaborateurs extérieurs (*Auberon Waugh*, *A.N. Wilson*...), les excellentes chroniques financières, littéraires et gastronomiques, les caricatures, amusantes sans être blessantes, sont ses principaux atouts. Alors que les ventes de son alter ego de gauche, *The Statesman*, ne cessent de tomber, *The Spectator* (35 000 exemplaires) a réussi à attirer de nouveaux lecteurs dans la tranchée d'âge de vingt-cinq ans à quarante ans. — (Interim.)

DIPLOMATIE

CAMBODGE : réunion à Paris des Cinq

Le temps joue en faveur des Khmers rouges

Les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se réunissent une quatrième fois, les lundi 16 et mardi 17 juillet à Paris, pour tenter de relancer la négociation sur le Cambodge. Mais le cœur n'y est plus car tout dépend désormais du dialogue entre Hanoï et Pékin. Or la Chine est moins pressée d'aboutir : ces derniers mois, ses protégés locaux ont marqué, sur le terrain, de sérieux points.

Le temps joue de nouveau en faveur des Khmers rouges. Depuis le retrait officiel de l'armée vietnamienne, en septembre 1989, ils n'ont pas vraiment réussi un seul coup d'éclat. Mais, surtout depuis mai, à la faveur de la saison des pluies, ils s'infiltrèrent dans les hameaux et les villages, consolident leurs repères de forêt, menacent la sécurité d'axes terrestres vitaux, comme les routes qui relient la capitale à l'Ouest (Battambang), au Nord-Ouest (Siem-Réap) et à la mer (Kompong-Som). Ils sont présents pratiquement dans toutes les provinces de l'ancien royaume, y compris dans celles qui jouxtent la capitale. Leur trentaine de petites divisions — de cinq à six cents hommes aguerris et bien encadrés — sèment la terreur et commencent à faire fuir les populations vers les villes de province contrôlées par Phnom-Penh.

Difficultés entre Hanoï et Pékin

La situation ne s'est peut-être pas encore définitivement retournée en leur faveur, mais, depuis quelques semaines au moins, le régime de Phnom-Penh est en difficulté alors qu'il avait, à l'automne dernier, assez bien encaissé les attaques de ses adversaires dans l'extrême ouest et nord-ouest du pays. Affaires de corruption, limogements, démolition de la troupe, Phnom-Penh montre les premiers signes d'essoufflement

alors que, paradoxalement, les alliés locaux des Vietnamiens ont eu, depuis le début de 1990, quelques succès diplomatiques.

Puisque l'état des Khmers rouges se resserre — parfois avec la complicité de leurs alliés sihanoukistes, qui leur servent de force d'appoint —, les Chinois n'en sont que plus à l'aise dans la négociation. Ils réclamaient, dans le cadre d'un règlement, la formation d'un gouvernement intérimaire comprenant les quatre factions khmères (Khmers rouges, sihanoukistes, « frontistes » de M. Son Sann et régime de Phnom-Penh). Phnom-Penh s'opposait à toute participation des Khmers rouges à un gouvernement intérimaire. Les Chinois ont, depuis, habillé leur exigence en se ralliant à la dernière formule en cours : la création d'un Conseil national suprême de douze membres au sein duquel Phnom-Penh disposerait de la moitié des sièges, mais que le prince Sihanouk présiderait avec une voix prépondérante.

La toile d'araignée des Khmers rouges

Ce Conseil serait chargé de la diplomatie, de la sécurité, de la défense et sans doute des finances et des communications, les autres attributions gouvernementales demeurant entre les mains de l'administration actuelle de Phnom-Penh. La Chine a repris langue avec le Vietnam pour mettre cette proposition sur le tapis, comme si elle était à prendre ou à laisser. Jusqu'à nouvel ordre, les Vietnamiens l'ont refusée et ont indiqué — selon la formule de l'un de leurs principaux négociateurs, M. Trần Quang Co, le 30 juin — que des difficultés « insurmontables » subsistent, en ce domaine, entre Hanoï et Pékin.

Depuis, alors que les Khmers rouges tissent leur toile d'araignée sur le terrain, la « Chine » semble attendre que le Vietnam finisse par céder. Certes, Pékin ne souhaite pas un retour au pouvoir des Khmers rouges, protégés impopulaires et bien peu maniables. Mais

elle paraît, pour l'instant du moins, se préoccuper tout autant de voir les Vietnamiens chassés du Cambodge. Une fois cet objectif atteint, Pékin s'emploierait sans doute à freiner les appétits des gens de Pol Pot, qui resteraient fort tributaires de l'aide chinoise. Mais pas pour le moment. De son côté, le Vietnam, en plein repli sur lui-même, ne semble pas céder, espérant peut-être que certains Occidentaux — les Américains notamment — finiront par cesser de soutenir les adversaires non communistes de Phnom-Penh — le prince Sihanouk et M. Son Sann —, un choix qui, sur le terrain, fait le lit des Khmers rouges.

Dans ce contexte, les discussions entre les « Cinq » (Chine, États-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne et France) n'ont guère de prise sur l'évolution du conflit. Certes, tout le monde est d'accord, en cas de solution politique, pour que l'ONU joue un rôle déterminant dans la supervision d'un cessez-le-feu, le contrôle d'éventuelles présences étrangères et l'organisation d'élections. Il faudra alors, en effet, tenir en laisse des Cambodgiens dont on sous-estime trop souvent les divisions. Mais encore faudrait-il d'abord que Vietnamiens et Chinois trouvent un terrain d'entente. Sur ce point, aucune volonté commune d'aboutir ne se dégage entre les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les Français n'ont donc pas en tort de ne pas associer aux travaux de lundi et mardi les quatre factions cambodgiennes. Chinois et Vietnamiens n'ont pas encore annoncé à quelle date ils reprendront leurs discussions, et tant qu'ils ne le feront pas les réunions internationales sur le Cambodge auront fort peu de chance d'aboutir à un résultat positif. Mais peut-être la réunion de Paris offrira-t-elle au moins l'occasion de demander à la Chine où elle en est dans ses négociations avec le Vietnam et de déduire avec précision ses conditions à un règlement qui permettrait de calmer le jeu au Cambodge. A défaut d'y ramener la paix.

JEAN-CLAUDE POMONTI

M. Helmut Kohl à Moscou

Suite de la première page

Le volet économique des discussions de Moscou et de Stavropol ne se présente pas sous des auspices aussi favorables. Le sommet de Houston a mis des conditions à une éventuelle aide matérielle à l'URSS. Dans les milieux financiers ouest-allemands, on doute aussi de l'utilité d'une injection de capitaux dans un pays où les réformes économiques ne sont pas suffisamment avancées.

La chancellerie a démenti, vendredi, la rumeur selon laquelle M. Kohl et son ministre des finances emménageraient dans leurs bagages de nouvelles promesses de crédit. Le chancelier part plutôt avec l'intention d'expliquer à ses interlocuteurs qu'il convient de mettre en œuvre les accords de coopération conclus depuis un an : garantie de crédits de 5 milliards de deutschemarks, prise en charge par l'Allemagne unie des engagements de la RDA vis-à-vis de l'URSS, formation en RFA des cadres soviétiques devant assurer le passage à l'économie de marché. Une partie des



discussions sera consacrée à la minorité soviétique de souche allemande (deux millions de personnes) au sein de laquelle se manifeste une tendance croissante à vouloir émigrer vers la

RFA. Le chancelier devrait insister pour que cette minorité retrouve ses droits nationaux et culturels supprimés par Staline pendant la seconde guerre mondiale.

LUC ROSENZWEIG

M. Gorbatchev se félicite des résultats du sommet de Houston

Dans son discours de clôture du congrès du Parti communiste, M. Gorbatchev a commenté en ces termes le sommet de Sept à Houston, où a été abordée la question d'une aide économique à l'URSS : « Le fait qu'une telle question soit évoquée non seulement par l'opinion publique, mais aussi par des gouvernements de pays occidentaux, signifie que notre volonté de rompre notre auto-isolément et de nous intégrer à l'économie mondiale rencontre des réac-

tions positives. Nous serons reconnaissants si l'on nous aide, non pas comme des solliciteurs, mais comme des partenaires qui ne souhaitent rien perdre sans payer ».

M. Gorbatchev a souligné que toute tentative de faire dépendre une telle coopération de conditions politiques était inacceptable. « Cette collaboration peut et doit se développer sur la base de l'égalité des droits et du principe de l'avantage réciproque ».

□ Nouvelle-Zélande : l'ambassadeur de France critiqué. — L'ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande, M. Gabriel de Bellescize, a fait l'objet de critiques d'un chef maori pour avoir refusé d'inaugurer le mémorial dédié au *Rainbow Warrior*, le bateau de l'organisation écologiste Greenpeace coulé le 10 juillet 1985 dans le port d'Auckland par des agents secrets français.

Dover Samuels, un chef maori de Mātāuri-Bay, à 700 km au nord de Wellington, où le navire a été coulé à nouveau pour former une sorte de récif, a jugé que ce refus dénotait « un manque de courage ». — (AFP.)

Le Monde
NUMERO HORS SERIE
DE GAULLE

« C'était à moi d'assumer la France »

Charles de Gaulle

A l'occasion du centième anniversaire de sa naissance et du cinquantième anniversaire de l'appel du 18 juin, le Monde consacre un numéro hors série au général de Gaulle.

Peu de personnalités ont marqué comme lui de leur empreinte notre histoire contemporaine. Pour mieux comprendre l'homme, sa fascination pour la France, ses convictions, la portée de son action politique, le Monde a effectué une sélection d'articles parus dans ses colonnes depuis sa création.

Le Monde retrace tous les grands moments de la vie du général : son engagement militaire, son combat pour la France libre, sa volonté de redonner un rang mondial à la nation, son rôle dans la création de nos institutions. Le Monde relate aussi ses treize années au pouvoir, la décolonisation, sa détermination dans le choix d'une force nucléaire de dissuasion. Enfin, il évoque la crise de mai 68, l'échec du général de Gaulle au référendum de 1969 et l'héritage qu'il a légué aux hommes politiques d'aujourd'hui.

« DE GAULLE », un numéro hors série du Monde, pour revivre l'aventure exceptionnelle d'un grand homme d'État.

30 FRANCS
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : DE GAULLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____
PAYS : _____
FRANCE (métropole uniquement) : _____ Nombre d'ex. : _____ x 35 F (port inclus) = _____ F.
DOM-TOM et ÉTRANGER : _____ Nombre d'ex. : _____ x 40 F (port inclus) = _____ F.
Bulletin et règlement à retourner à :
Le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75001 Paris cedex 15 - France. LM 1/4

MATIE

ur des Khmers rou

AMÉRIQUES

CUBA : la polémique sur les réfugiés dans les ambassades

La tension monte entre Prague et La Havane

Prague va évacuer les femmes et les enfants tchécoslovaques vivant à Cuba, en raison de l'aggravation de la tension entre les deux pays, a rapporté vendredi 13 juillet la télévision tchécoslovaque en faisant allusion à la polémique suscitée par la présence des douze Cubains qui se sont réfugiés ces derniers jours dans l'ambassade de Tchécoslovaquie à La Havane. Cinq autres ont trouvé refuge jeudi dans la résidence du chargé d'affaires tchécoslovaque et l'ont, selon ce dernier, « retenu en otage pendant plusieurs heures ». A Prague, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Lubos Dobrovsky, a convoqué l'ambassadeur de Cuba, M. Mario Rodriguez Martinez, pour exiger que Cuba « garantisse la sécurité des ressortissants tchécoslovaques à Cuba ainsi qu'un fonctionnement convenable de l'ambassade ». Prague n'a par ailleurs aucunement l'intention de restituer les transfuges à Cuba, en dépit des demandes pressantes et « inconditionnelles » de La Havane, si l'on en croit les affirmations de M. Dobrovsky qui a reçu vendredi l'ambassadeur de RFA à Prague ainsi que les charges d'affaires soviétique et italienne afin de solliciter l'aide de leur gouvernement pour résoudre la crise. Pour l'instant, seuls deux des réfugiés se sont « rendus inconditionnellement » vendredi aux autorités cubaines et ont été, semble-t-il, laissés en liberté. Par ailleurs, trois personnes se sont réfugiées dans l'ambassade d'Espagne à La Havane, portant à vingt le nombre de défections dans des missions diplomatiques étrangères, ce qui a conduit les diplomates européens, en particulier, à demander officiellement un renforcement de la protection de leurs locaux. — (AFP, Reuter.)

COLOMBIE

Nouveau coup de filet anti-drogue

Otoniel Gonzalez, dit Otto, l'un des lieutenants de Pablo Escobar, chef du cartel de la drogue de Medellin, a été capturé par la police colombienne, qui a également saisi vendredi 13 juillet, à Bogota, une tonne de dynamite. L'opération Apocalypse, lancée par les services secrets et la police contre les responsables du trafic de drogue, a déjà permis l'arrestation de plus d'une vingtaine de trafiquants et se poursuit, a annoncé en substance le général Gomez, chef

de la police, au cours d'une conférence de presse. Ce dernier a en outre démenti la présence sur le territoire colombien de troupes étrangères, notamment américaines, pour appuyer les unités colombiennes qui pourchassent Pablo Escobar dans la région de Magdalena Medio. Selon lui, la capture d'Escobar, qui « se déplace à pied, avec une faible escorte et dans des conditions déplorables », peut être « une question d'heures ou de jours ». — (AFP.)

AFRIQUE

LIBERIA : alors que le président Doe tente de négocier son départ

Les rebelles sont divisés

Les négociations de paix engagées, jeudi 12 juillet, à Freetown en Sierra-Leone, sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), entre des représentants du gouvernement et des rebelles, ont été suspendues, vendredi, à la demande de ces derniers et devraient reprendre mardi. Les maquisards du Front national patriotique du Liberia (NPFL) souhaitent, en effet, consulter leur chef, M. Charles Taylor, dans le maquis où la situation est de plus en plus trouble en raison de l'activité grandissante d'un rebelle dissident, M. Prince Johnson, qui, selon certaines sources diplomatiques, aurait les faveurs de Washington.

BUCHANAN

de notre envoyé spécial

« Notre préoccupation principale est de régler le cas du président Samuel Doe... Après nous nous occupons de Prince Johnson », explique Samuel Doe, le conseiller politique de Charles Taylor. Prince Johnson, âgé d'une trentaine d'années, fut le premier commandant des « forces spéciales du NPFL » envoyées en première ligne. Accusé par le chef des maquisards d'avoir fait exécuter plusieurs soldats, il préféra prendre le maquis avec deux cents hommes plutôt que d'avoir à se justifier. Ignoré pendant plusieurs mois, ce « dissident » fait, aujourd'hui, parler de lui.

Prince Johnson qui se présente comme le chef des « forces natio-

nales indépendantes et patriotiques du Liberia », avait lancé, fin juin, des attaques contre les hommes de Charles Taylor qui avaient pris le contrôle des mines de Bong, à 100 kilomètres au nord de Monrovia. « Il était 23 heures, raconte Attes Johnson, journaliste au quotidien indépendant Daily Observer, les rebelles dissidents ont coupé le courant et investi la zone de passage où se trouvaient les soldats du NPFL. Ils ont fait évacuer les filles et ont tiré dans tous les sens. Je me trouvais par hasard dehors. Un expatrié allemand, resté sur la concession de la mine de fer, a eu le bras blessé et a dû être amputé d'une jambe ». Originaire du comté de Nimba et membre de l'ethnie Gio, Prince Johnson affirme être « en simple désaccord » avec Charles Taylor. « C'est un fou », affirment ceux qui l'ont approché. Le 3 juillet, il a froidement rebuté une délégation de douze émissaires, parmi eux, des chefs traditionnels, qui tentaient de le réconcilier avec le chef du NPFL.

Mercedes

Pour sa part, ce dernier renforce sa propre sécurité. Il ne se déplace plus sans escorte rapprochée, composée de mercenaires africains et vient de se procurer une Mercedes blindée tout terrain, arrivée du Burkina-Faso où sont entrainées plusieurs unités rebelles avant le déclenchement de l'insurrection en décembre 1989.

Jed, le « chairman » s'est rendu à l'Unité Town près de l'aéroport international de Robertsfield. Brandissant sa kalachnikov équipée d'un lance-grenade, Charles Taylor a été acclamé par la population tandis que des maquisards organisaient

une distribution de riz. Le 1^{er} juillet, ils avaient arraisonné un navire, le « Rizun enterprise », chargé de 1350 tonnes de riz destinées à la Sierra-Leone voisine. « Dieu nous aide, assure Samuel Doe, ainsi, nous pourrions soulager les habitants des zones que nous contrôlons ».

Les maquisards du NPFL ont réussi à capturer deux des quatre vedettes des garde-côtes libériens et leurs cinquante marins. Un bateau soviétique a aussi été intercepté et ramené au port de Buchanan, à 100 km au sud-est de Monrovia. L'équipage a été évacué et ses cales ont été fouillées de fond en comble par les rebelles persuadés d'y trouver des armes.

Les rebelles du NPFL préparent une nouvelle offensive contre Monrovia. « Les Etats-Unis nous ont déjà déclaré le conseiller politique de Charles Taylor. Malgré les relations historiques qui unissent nos deux pays, nous ne comprenons pas pourquoi Washington qui a fait partir le dictateur Marcos des Philippines et le général Noriega du Panama, n'agit pas de même à l'encontre de Doe ? Est-ce parce qu'on nous accuse d'être soutenus par la Libye ? Si c'était le cas, les journalistes que vous êtes curieusement pu voir des conseillers libyens avec nous. Et puis, pensez-vous qu'on puisse se prévaloir du socialisme aujourd'hui alors que cette doctrine est rejetée dans les pays de l'Est ? »

Samuel Doe tient à rassurer l'Occident. « Charles Taylor a étudié dix ans aux Etats-Unis, raconte-t-il. Il est diplômé en économie et tout dans son comportement prouve qu'il est un capitaine ». Que cherchent donc, dans l'immédiat, les maquisards du NPFL ? « Nous voulons simplement le départ de Doe, répond le conseiller politique, même s'il s'en va avec les millions de dollars qu'il a volés ».

ROBERT MINANGOY

KENYA : au lendemain des émeutes

L'Eglise catholique demande la réunion d'une conférence nationale

L'Eglise catholique a, une fois encore, vendredi 13 juillet, critiqué le régime du président Daniel Arap Moi et appelé à la réunion d'une conférence nationale. Dans un communiqué, Mgr Zacharias Okoth, archevêque de Kisumu et vice-président de la conférence épiscopale, estime que les récentes émeutes trouvent leur origine dans « la situation sociale ou l'oppression qui entraînent au désespoir ».

« La violence, écrit-il, ne débute pas par un jet de pierre ou un coup de fusil. Elle vient du refus d'accorder les droits fondamentaux de l'homme ».

Un autre appel a été lancé, par voie de presse, par les enfants des cinq grands chefs qui ont participé à la lutte pour l'indépendance, dont Uhuru Muigai Kenyatta, fils de Jomo Kenyatta, le « père de la nation ». « Il doit y avoir un dialogue libre et ouvert entre tous les individus et institutions qui jouent un rôle dans notre vie sociale, économique et politique », déclarent les signataires. La liberté de parole pour chaque individu dans ce pays ne peut être ignorée.

De leur côté, les gouvernements des trois pays scandinaves viennent de lancer un avertissement commun à M. Moi, nous indique Camille Olsen, notre correspondante au Danemark. Par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs à Nairobi, ils lui ont fait savoir que, s'il persistait à violer les droits de l'homme, ils pourraient suspendre leur aide. Le Kenya est, avec la Tanzanie et l'Ouganda, le pays africain avec lequel, depuis près de trois décennies, les dirigeants des pays nordiques ont eu la coopération la plus étroite et auquel ils ont accordé un soutien privilégié et permanent.

Washington confirme qu'Israël livre des armes à l'Éthiopie

Pour la première fois, le département d'Etat a confirmé, vendredi 13 juillet à Washington, qu'Israël livrait des armes à l'Éthiopie, malgré l'opposition des Etats-Unis. Selon une commission du Congrès, ces transactions se feraient en échange de la liberté de juifs éthiopiens.

« Des responsables israéliens nous ont dit que leur assistance actuelle à l'Éthiopie ne consistait qu'en fusils qui, d'après ce que je comprends, sont livrés en vertu de contrats antérieurs », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. Il a ajouté : « Nous avons dit que nous sommes opposés à toute aide qui puisse prolonger la tragique guerre civile éthiopienne. » Les Israéliens ont en revanche affirmé qu'ils n'avaient pas de conseillers militaires en Éthiopie, a précisé le porte-parole.

Le président de la commission de la Chambre des représentants, M. Howard Wolpe, a affirmé que le gouvernement d'Addis-Abeba avait suspendu l'émigration des juifs éthiopiens vers Israël afin d'obtenir davantage d'armes. (Mais M. Boucher a simplement indiqué que le rythme de l'émigration des juifs éthiopiens s'était ralenti « dans les derniers jours »).

ALGERIE : décès de la veuve de Frantz Fanon. — La veuve de l'écrivain martiniquais Frantz Fanon, Josie, est décédée, vendredi 13 juillet à Alger, à l'âge de soixante ans. Compagne du célèbre psychiatre de l'hôpital de Blida qui « s'était joint corps et âme à la révolution algérienne », durant la guerre d'indépendance, elle animait la rubrique internationale de l'hebdomadaire du FLN, Révolution africaine. — (AFP.)

FRANÇOISE CHIPAUX

PROCHE-ORIENT

L'OLP a retrouvé un créneau au Liban

Suite de la première page

Cette mobilité a permis au Fatah — la principale composante de l'OLP — de réorganiser les six camps de réfugiés de la région de Tyr et de reprendre définitivement le contrôle du plus important d'entre eux, Rachidieh (15 000 habitants), après y avoir, le 17 juin, à l'issue de violents combats, désarmé les partisans d'Abou Nidal.

Quelques jours après, à Tunis, la suspension du dialogue américano-palestinien, cette « opération d'assainissement », a permis au Fatah de montrer aux terroristes et de signifier aux islamistes pro-iraniens, chiites ou sunnites locaux (avec lesquels Abou Nidal et les partisans d'Ahmed Jibril ont noué des relations) que leur intérêt n'est pas de s'allier avec des petites formations. Le Fatah a aussi sans doute voulu s'assurer un certain contrôle sur les opérations menées à partir de cette région frontalière contre Israël, notamment par voie maritime.

Le facteur

Abou Nidal

Les partisans d'Abou Nidal, toujours présents à Am-Heloué, où, affirme un responsable de l'OLP, « ils se sont renforcés grâce à l'aide de Damas, qui laisse passer les hommes venant de Beyrouth », subissent-ils le même sort ? La décision d'en finir avec eux n'a pas encore, semble-t-il, été prise, malgré la peur que ceux-ci fassent régner sur les habitants des camps parmi lesquels ils ne comptent aucun partisan. Les responsables de l'OLP expliquent qu'ils veulent, pour l'instant, éviter tout nouvel affrontement interpalestinien qui pourrait « dégénérer », à la faveur de l'al-

liance conclue par Abou Nidal et les fondamentalistes musulmans de Saïda.

La politique d'Arafat, affirme ainsi le colonel Aala, responsable du Fatah au Liban, est que tout le monde reste tranquille et que l'on ne crée pas de problèmes. « Un principe général qui n'exclut pas les bavures, comme celle qui s'est encore produite récemment, au cours de laquelle deux miliciens de l'organisation populaire assérienne de M. Moustapha Saad, principal chef de Saïda, ont été tués ».

M. Saad affirme en effet que « les relations avec les palestiniens sont bonnes, qu'il n'y a pas de problèmes, et qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter ». « Il nous faut, ajoute-t-il cependant, conclure un nouvel accord avec eux qui ne soit ni un retour à la situation d'avant 1969, quand le deuxième bureau de l'armée les pourchassait, ni à celle d'avant 1982, où ils constituaient un Etat dans l'Etat ».

M. Saad a dû toutefois intervenir dernièrement auprès de l'OLP, pour que celle-ci calme les ardeurs des militants du Baas irakien, réinstallés à Saïda sous la protection du Fatah qui, à la barbe des Syriens dont les derniers soldats, au nord de Saïda, avaient couverts les murs de la ville de slogans favorables au chef de l'Etat irakien.

Les Palestiniens limitent jusqu'à maintenant leur présence armée dans les camps ou les collines quasi dépeuplées de l'est de Saïda. Et ils n'ont pas rétabli de bases dans les villages chiites du Sud. Comme le dit un habitant de Tyr, qui ne s'en plaint pas, en regard à ses affaires, « c'est la face civile des Palestiniens que nous voyons, dit-il, et pour cela nous sommes d'accord ». Quoi de mieux aussi pour ressouder l'ami-

tié chilo-palestinienne que l'argument financier que M. Arafat emploie dans une région pauvre où Amal ne s'est pas montré très efficace, malgré son hégémonie et les dollars qu'elle a reçus au titre du Conseil du Sud ?

Pour l'instant en tout cas, les dirigeants d'Amal se plaisent à souligner leurs bonnes relations avec les Palestiniens, mais ils n'ont pas véritablement d'autre choix. Coïncidence militairement par la force du Hezbollah, incapable de résister à celle-ci — en l'absence d'une présence syrienne dans la région — et aussi politiquement, par la surenchère des intégristes sur la « lutte contre l'occupation sioniste », en l'absence d'autorité étatique, Amal est contraint de coopérer avec la résistance palestinienne.

La puissance

du Fatah

Entreprise dès la fin de l'occupation israélienne de Saïda en 1985, la réorganisation des rangs palestiniens est impressionnante. On estime, tant de source palestinienne qu'indépendante, à environ 10 000 combattants réguliers la force de l'OLP — du Fatah essentiellement — sans compter les milices de protection des camps qui peuvent rassembler plusieurs dizaines de milliers de personnes en cas de besoin. A deux reprises cette année, et pour la première fois depuis 1982, le Fatah a organisé des manœuvres à tirs réels dans les collines proches de Saïda.

Des exercices symboliques certes mais qui, affirme un responsable, « sont aussi une manière de montrer à tout le monde, les partis libanais, les miliciens de l'Armée du Liban-Sud, affidés d'Israël, les organisations dissidentes, que nous sommes là, que nous sommes redevenus forts et les plus forts et que personne ne peut nous oublier. C'est aussi un message à l'adresse d'Israël, malgré le passé, nous sommes encore là incontournable- ».

Si les dirigeants de l'OLP insistent tous sur la volonté de maintenir l'initiative de paix palestinienne « qui reste la pierre angulaire de notre politique », l'humour parmi la population est plutôt à l'intensification de la lutte armée contre Israël.

SCIENCES-PO
CLASSE PRÉPARATOIRE
Admission sur dossier
57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly
CEPES
47.45.09.19 ou 47.22.94.94

Le Monde
L'ÉDUCATION
JUILLET/AOÛT
ENQUÊTE
FILLES : LA FAUSSE RÉUSSITE SCOLAIRE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

50.15.10.10

صحة من الاجل

POLITIQUE

L'installation du Conseil scientifique de l'évaluation

M. François Mitterrand se demande « si certains ministères ne sont pas désuets »

M. François Mitterrand a procédé au commissariat général au plan, le vendredi 13 juillet, en présence de M. Michel Rocard, premier ministre, et de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, à l'installation officielle du Conseil scientifique de l'évaluation.

Créé par le décret du 7 juin 1990, et présidé par le professeur Jean Leca, le conseil scientifique aura pour tâche de s'assurer de la valeur des études à entreprendre par le Comité interministériel de l'évaluation des politiques publiques, né à la suite d'une mission confiée à M. Patrick Viveret, et qui s'intègre dans l'action de renouveau du service public. Au terme de l'évaluation, le Comité scientifique attestera de la qualité des travaux et veillera « sans restriction » à leur publication.

La mise en place de cette nouvelle instance, a expliqué le président de la République, répond « à une exigence de la démocratie ». « Il faut nourrir le débat politique d'informations claires », a-t-il déclaré, le dispositif devant permettre un meilleur rendement de l'efficacité de l'Etat et de juger des résultats de l'action des pouvoirs publics. « Le progrès démocratique exige objectivité et transparence », a poursuivi le chef de l'Etat qui voit une possibilité d'application dans le domaine des politiques sociales. Prenant l'exemple des mesures qui se succèdent depuis quinze ans pour lutter contre le chômage, « il nous faut savoir quelles sont les interventions les plus utiles », a-t-il remarqué en notant que « les classiques politiques redistributrices ne suffisent plus ».

Deux cas furent ensuite cités par le président de la République. Celui des 130 milliards de francs consacrés au logement et dont on

peut se demander si ils sont bien employés quand on voit la situation des mal-logés. Celui des 70 milliards dépensés pour la formation professionnelle et qui n'ont peut-être pas l'efficacité que les besoins de qualification justifiaient. Il y a, a affirmé M. Mitterrand, « multiplicité d'actions qui font double emploi et qui ne servent pas bien ».

Au moment où courent des rumeurs sur un éventuel remaniement, et où le gouvernement établit le prochain budget, le président de la République a observé que l'on pouvait « se demander si certains ministères ne sont pas désuets ». Certains « demandent beaucoup » et « les crédits sont reconduits d'année en année », a-t-il regretté. Or, a-t-il conclu sur ce point, pour résumer la mission du Conseil scientifique, « nous avons besoin d'évaluer la réalité et la valeur de chacun ».

A. L.

Le président de la République veut moderniser les services de l'Etat

Sommet franco-africain de La Baule, conseil européen de Dublin, réunion des grands pays industrialisés à Houston, les impératifs du calendrier international ont, une fois de plus, éloigné M. François Mitterrand de la scène hexagonale. Au printemps, les sondages avaient enregistré une chute de popularité du chef de l'Etat. Cette baisse, qui traduisait une perte de confiance et un début de désaffection était expliquée par le sentiment que le président de la République était accaparé tout à la fois par une situation internationale sur laquelle il n'avait guère de prise et par les batailles fratricides au sein du Parti socialiste auxquelles il était mêlé.

La recherche d'une plus-value démocratique

A peine arrivé à l'Hôtel Matignon, M. Michel Rocard décidait d'installer une mission sur l'évaluation des politiques publiques, tâche inédite en France et pourtant bien connue de la plupart des grandes démocraties occidentales.

Deux étapes ont marqué le travail de cette mission confiée à M. Patrick Viveret, conseiller référendaire à la Cour des comptes. La première porte sur l'évaluation du RMI : la loi qui a créé le Revenu minimum d'insertion sera revue au printemps 1992, précisant en fonction des résultats de l'évaluation de ce dispositif. Une commission ad hoc d'évaluation a été mise en place : elle est dirigée par M. Pierre Vanierenberghe. Pour marquer l'importance qu'il accorde à cette activité, M. Rocard a donc choisi de lui soumettre la première grande loi de sa gestion gouvernementale.

La deuxième étape a été marquée par la remise au premier ministre du rapport de M. Viveret portant sur la conception d'ensemble d'une politique d'évaluation. Transmis il y a un an, ce rapport a été suivi d'effets : ont été mis en place un comité interministériel, un fonds national et un conseil scientifique. Cette dernière instance a été installée officiellement par le président de la République pour souligner tout le profit démocratique qu'une telle novation laisse espérer. Ce comité scientifique est chargé de contrôler la qualité de l'évaluation, afin de doter celle-ci du crédit qui lui est indispensable.

D'ores et déjà, il était prévu de soumettre à l'évaluation le crédit formation et la politique du logement, non pas pour affaiblir l'une ou l'autre de ces actions, mais en raison de leur importance et de l'impact qu'elles devraient avoir dans la société.

Entamant la troisième année de son second septennat, M. Mitterrand a voulu enrayeur morosité et doute. Le thème choisi : la lutte contre les inégalités. Le ton employé, la démarche sont, sans que cela soit nettement démenti, apparus comme autant de rappels à l'ordre adressés à M. Michel Rocard.

Les commentaires du chef de l'Etat en conseil des ministres et rendus publics de façon officielle pouvaient, tout aussi légitimement, être interprétés comme des mises en garde.

Dernier exemple en date, l'intervention de M. Mitterrand, vendredi 13 juillet, lors de l'installation du Conseil scientifique de l'évaluation des politiques publiques. Son évocation de la désuétude « de certains ministères dépeçés » et de la création de nouvelles « activités administratives » ne peut-elle être ressentie comme une nouvelle admonestation adressée à un chef du gouvernement manquant d'imagination et trop laxiste à l'égard de ses ministres ? M. Rocard avait fait de la modernisation du secteur public l'un de ses principaux « chantiers ». Tout se passe comme si M. Mitterrand, ne voyant rien venir, se faisait obligation de rappeler ses engagements à celui qu'il a installé à Matignon. « Après trois semaines de répit, le harcèlement recommence », constate un peu déabusé un membre rocardien du gouvernement.

« Extraordinaire coup de main »

Mais la thèse inverse se défend avec ardeur à l'Elysée, à Matignon et par les ministres directement concernés par les propos présidentiels. Le président de la République et le premier ministre partagent la même volonté de permettre à l'Etat de remplir ses véritables tâches. Pour y parvenir, ils conviennent qu'il faut rompre avec des habitudes qui coûtent cher, et cesser de reconduire d'année en année des crédits de fonctionnement sans s'interroger sur leur utilité. Les demandes « extraordinaires » de certains ministères dans le cadre de la préparation du budget pour 1991 ont déjà fait l'objet de remarques. Il semble que les appels à plus de raison ne sont guère entendus par tous. Le chef de l'Etat, informé par le ministre du budget, M. Michel Charasse, des appétits les plus croustillants de ses collègues, vient ainsi renforcer la volonté du premier ministre.

Le PCF et l'aménagement de la région parisienne. — Les représentants du groupe communiste au conseil régional d'Ile-de-France ont déclaré, vendredi 13 juillet, à l'issue d'un entretien avec M. Michel Rocard, que la préparation du nouveau schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de la région parisienne « se fait contre les populations et les élus ». M. Daniel Brunel, a notamment affirmé, à propos de la mise à l'étude d'une sixième ville nouvelle dans la région parisienne, que « c'est inacceptable ». Pour le PCF, les cinq villes nouvelles actuelles « ne font qu'accentuer les disparités et les inégalités ».

Rapatriés et insécurité en Algérie. — Le porte-parole du mouvement du RECOURS, M. Jacques

M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, a déclaré, vendredi 13 juillet, comme étant l'un de ceux où l'efficacité des crédits pouvait donner lieu à interrogation, se réjouit de cet « extraordinaire coup de main ». Il va même plus loin en confiant que « le taux de dégradation », euphémisme pour ne pas dire gaspillage, est de 15 % sur les 70 milliards affectés à la formation. Son ministre de tutelle, M. Jean-Pierre Soisson, le dit tout net : « Halte aux marchands de soupe ! » Il s'agit, dans l'esprit de MM. Soisson et Laignel, d'assainir le secteur de la formation professionnelle mais aussi — et là est le véritable objectif de M. Soisson — de le rendre efficace. C'est-à-dire, corriger l'inadéquation entre des entreprises qui ont besoin de personnels qualifiés et des demandeurs d'emploi qui ne répondent pas aux offres du marché du travail par manque de qualification.

Pour le logement, le doute sur l'utilisation rationnelle des crédits n'est pas nouveau. M. Pierre Méhaignerie, qui avait la responsabilité de ce secteur dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, ne s'en cachait pas.

Parallèlement à ces demandes de révision d'utilisation des fonds, M. Mitterrand parle d'activités administratives nouvelles. Il a déjà dans le passé évoqué le retour d'un ministère de la population. De son côté, M. Rocard fait confiance à la délégation à la ville, dirigée par M. Yves Dauge, pour s'attaquer aux problèmes spécifiquement urbains.

Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes : M. Mitterrand et M. Rocard en parfaite concordance de vues tireraient dans la même direction. Voire. Le premier ministre s'en vante pour le Japon mercredi 18 juillet. En 1976, M. Jacques Chirac avait remis sa lettre de démission le 26 juillet à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui lui avait demandé de retarder l'annonce de cette décision. Trois jours plus tard, le 29 juillet, M. Chirac était parti pour Tokyo où il était accompagné par M. Raymond Barre, qui lui succéda un mois plus tard. Heureusement pour lui, M. Rocard, qui pense tout, s'entend avec lui que trois ministres, M. Roger Fauroux, M. Hérédien et M. Thierry de Beaucourt ne prétendent pas le remplacer !

ANNE CHAUSSEBOURG

Roseau, a été reçu, vendredi 13 juillet, par le député du gouvernement chargé des rapatriés, M. Maurice Benassayag, qu'il a notamment informé de la décision de son organisation de « déconseiller aux touristes français de se rendre en Algérie tant que leur sécurité pourrait être menacée par les actions d'intolérance des militants intégristes du FIS ».

La fiction maintient le Pacte de Varsovie, selon M. Fache (PS). — M. Gérard Fache, membre adjoint du secrétariat national du PS chargé des questions européennes et de défense, a estimé vendredi à Mitterrand, lors d'un stage de formation de son parti, qu'il est « souhaitable que le pacte de Varsovie maintienne la fiction de son existence jusqu'à la signature d'un accord sur le désarmement à Vienne ».

La protection de la montagne

Les Verts s'adressent au Conseil constitutionnel

Le mouvement des Verts est mécontent. Ses dirigeants viennent de constater qu'à l'occasion des ultimes nouvelles de la fin de la session parlementaire le texte relatif aux évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts locaux avait été amendé de telle sorte que soit modifiée la loi sur la protection de la montagne promulguée en 1985. Deux de ses porte-parole ont aussitôt protesté auprès du président du Conseil constitutionnel contre la modification de l'article L-145-5 du code d'urbanisme qui en résultera. M. Antoine Waechter a écrit à M. Robert Badinter pour souligner que cette loi de 1985 « prohibait, à juste titre, l'urbanisation des rives des lacs d'altitude ». Or, souligne-t-il, « l'amendement que vient d'introduire subrepticement le Parlement rend maintenant possible une telle opération ». Il demande au Conseil constitutionnel de sanctionner « cet artifice législatif qui n'améliore pas l'image de marque de nos institutions parlementaires ».

MM. Guy Cambot, secrétaire national des Verts, et Christian Brodhag, porte-parole national, sont intervenus dans le même sens auprès des présidents des groupes de l'Assemblée nationale pour leur dire notamment : « En revenant sur la loi sur la protection de la montagne et en permettant le développement d'unités touristiques nouvelles à moins de trois cents mètres des lacs de montagne, le lobby des bétonneurs a dû tromper votre vigilance ».

LIVRES POLITIQUES

ENTRE le témoignage et le règlement de comptes, Serge Malik, né en 1952 d'un père musulman et d'une mère juive — doublement et contradictoirement « pote », si l'on peut dire, — raconte l'histoire secrète du SOS-Racisme, dont il fut l'un des animateurs. Un témoignage à charge, empreint cependant de nostalgie. SOS-Racisme, c'était, au départ, une belle histoire qui, selon Serge Malik, a été détournée « à des fins politiciennes et alimentaires ».

A l'an trois, l'association a été manipulée par Julien Dray, aujourd'hui député socialiste, et ses amis venus, comme lui, de la Ligue communiste et du mouvement étudiant MAS avant de rejoindre le Parti socialiste. Harlem Désir n'est, assure-t-il, que « l'homme de paille de Dray », et le mouvement est au service de jeunes et ambitieux ex-trotskistes soutenus par l'Elysée. L'engagement antiraciste initial aurait été utilisé au profit de la majorité présidentielle et du PS, qui était absent sur ce terrain, et aux dépens des « bours », qui l'avaient défriché.

On se gardera de trancher dans cette querelle, faute d'en connaître toutes les données et parce que chaque aventure collective traîne son lot de problèmes de personnes, de péripéties peu reluisantes et de déceptions. Dans ce procès ouvert, il y aurait d'autres parties à entendre : le récit de Serge Malik ne saurait le clore. Il n'en est pas moins intéressant à ce titre, et pour d'autres raisons qui tiennent au fonctionnement de la politique.

La première confirme la capacité du système à récupérer les filières de mobilisation de l'opinion qui s'affirment en dehors de lui. C'est, après tout, la fonction des politiques d'enregistrer et de canaliser les élans de la société civile ; c'est en outre leur intérêt. Aussi y mettent-ils le talent et l'expérience qu'exigent les conduites des affaires publiques. Ils sont aidés en cela par les « tempéraments » et les ambitions politiques qui se révèlent à l'intérieur des mouvements les plus allérgiques à la cuisine politicienne, et par les dures contraintes de toute organisation de masse.

La politique se situe entre ces deux extrêmes : la naïveté, qui consiste à croire que les bonnes causes se suffisent à elles-mêmes, et le cynisme, qui

Déni de justice constitutionnelle

par Olivier Duhamel

Le 14 juillet 1989, François Mitterrand proposait d'accorder à chaque citoyen la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel lorsqu'il s'agit d'un acte de la loi. Ce droit fondamental. Le 14 juillet 1990, force est de constater que la révision constitutionnelle permettant d'invoquer lors d'un procès l'inconstitutionnalité d'une loi, et de faire remonter cette exception jusqu'au Conseil constitutionnel pour qu'il tranche, a échoué.

Elle a échoué devant le Sénat, toujours conservateur et de plus en plus partisan. Elle a échoué car les sénateurs ont proclamé, dans la grande tradition jacobine, qu'une loi votée par le Parlement ne saurait porter atteinte à un droit fondamental, en tout cas, une loi votée après 1974, c'est-à-dire depuis que soixante députés ou soixante sénateurs peuvent saisir le Conseil constitutionnel. C'est au nom de cet argument que le Sénat n'a accepté l'exception d'inconstitutionnalité que pour les lois antérieures à 1974.

En vérité, les sénateurs cherchaient un biais pour refuser la réforme sans avoir trop l'air de s'y opposer. L'extension de la saisine du Conseil constitutionnel était souhaitée par la grande majorité des constitutionnalistes, des juristes, des députés (67 % dans l'enquête SOFRES-Le Point d'avril dernier) et des Français (71 % dans l'enquête SOFRES-Le Figaro d'avril dernier). D'où la nécessité de torpiller discrètement.

Quoi qu'il en soit, à peine la manœuvre achevée, on en constate et l'absence de bien-fondé et les conséquences néfastes. Vient en effet d'être promulguée une loi sur

le racisme modifiant sérieusement les limites de la liberté et l'ampleur de la répression en la matière. Certains approuvent cette proposition de loi communiste parce qu'elle précise nos interdits et sanctionne l'ignominie par l'indéfinissabilité. Ce qui peut être efficace. D'autres la condamnent, notamment parce qu'elle établit une vérité d'Etat en pénalisant la négation de crimes contre l'humanité.

Indépendamment de ce que chacun pense au fond, est-il acceptable, dans un Etat de droit développé, qu'une loi de ce type ne soit pas soumise au juge constitutionnel ? Des parlementaires de l'opposition ont dénoncé ce texte comme liberticide. Certains y ont même vu un premier pas vers le totalitarisme. Mais il ne s'en est pas trouvé soixante pour saisir le Conseil constitutionnel. Probablement parce qu'ils craignent de passer pour des défenseurs de Le Pen. Notre système de saisine du juge constitutionnel est politique. Il aboutit ainsi à des non-saines politiques.

Une loi vient d'être votée alors qu'une majorité de l'opposition estime qu'elle porte atteinte à un droit fondamental, mais sans que, pour autant, elle saisisse le Conseil constitutionnel. Triste démonstration des insuffisances du système français de contrôle de la constitutionnalité des lois.

Une loi est promulguée sans contrôle du juge alors qu'elle restait d'une façon radicalement nouvelle l'exercice d'un droit aussi fondamental que la liberté d'expression. Eclatante démonstration de la nécessité d'accorder au justiciable le droit d'en appeler au Conseil constitutionnel.

ANDRÉ LAURENS

Des échos de SOS-Racisme

entend s'en servir plutôt que les servir.

L'autre leçon qui se dégage du récit de Serge Malik porte sur l'ampleur et les limites des techniques actuelles de mobilisation de l'opinion. L'histoire de SOS-Racisme est celle d'une aventure médiatique avec ses hauts et ses bas, ses élans et ses artifices. La mise en scène de l'antiracisme à grand renfort de slogans, de badges, de concertes, de vedettes et de coups fumants a fini, selon l'auteur, par « banaliser le fait raciste ». Le Front national n'a pas été réduit à néant, comme le promettaient les fondateurs de SOS-Racisme, et, interroge Serge Malik : *Est-il plus facile aujourd'hui qu'il y a un « Black », à un « beur », de trouver un logement, un travail, de bénéficier de conditions d'existence normales ?* Si, comme on le croit, la réponse est « non », ce n'est point la politisation d'un élan généreux qu'il faut accuser, c'est la politique et ceux qui l'ont fait leur travail jusqu'au bout, qu'ils se sont satisfaits des apparences en délaissant le fond.

Harlem Désir, président de SOS-Racisme, est l'objet d'une autre interpellation dépourvue d'agressivité, sous la forme d'une lettre ouverte que lui adresse l'universitaire et écrivain Julia Kristeva. Cette lettre figure dans un opuscule qui contient deux autres textes, l'un sur le concept de nation chez le général de Gaulle, l'autre sur la place actuelle du roman.

Julia Kristeva a pris le plume pour inviter publiquement son correspondant et, au-delà de lui, bien d'autres à une réflexion sur « la nécessité de penser une conception nouvelle et souple de la nation ». A cette fin, elle se réfère à Montesquieu et à sa définition de « l'esprit général » qui, selon lui, préside au gouvernement des hommes dans un ensemble politique donné. Elle souhaite que la pensée politique se ressource aux principes de la laïcité qui sont sortis de la philosophie des Lumières, de manière que les « citoyens confédérés »

et, notamment, les immigrés qui aspirent à le devenir puissent — et s'obligent à — se déterminer par rapport à ce bien commun.

L'insertion se joue surtout sur le terrain, dans la confrontation avec les problèmes concrets qu'elle pose. La revue mensuelle *Hommes et migrations*, qui en tient le chronomètre, a présenté dans son numéro de juin le cas particulier de Montes-Jolie. Les expériences qui y sont menées font de cette agglomération de la vallée de la Seine, sinon un modèle, du moins une ville-pilote en matière d'insertion des immigrés. Car il n'y a pas, ici, que la mosquée, tant contestée lors de sa construction et maintenant entrée dans les mœurs : il y a les mesures prises dans bien des domaines (logement, culture, animation) et cette initiative originale qui consiste à former, grâce aux méthodes de la thérapie sociale, les personnels des services publics à une meilleure capacité d'accueil et de relation avec les immigrés afin d'éviter les attitudes racistes et xénophobes.

La directrice du centre Transformations-Thérapies sociales, Charles Rojzman, explique : « Nous voulons permettre à ces personnels de s'exprimer de la façon la plus ouverte possible, nous voulons les aider et les accompagner dans l'expression de leurs peurs, de leurs angoisses et de leurs haines et leur permettre de les maîtriser. Trop souvent les sentiments de frustration et d'iniquité n'ont pas le droit de s'exprimer sous peine d'être considérés comme racistes. Un des aspects de notre travail consiste à ce que les gens apprennent à avoir confiance en eux-mêmes et les uns dans les autres et à s'accepter tels qu'ils sont. En leur redonnant confiance en eux-mêmes, en les valorisant, ils n'éprouvent plus le besoin d'affirmer leur « supériorité » : car quelqu'un qui éprouve le besoin de dévaloriser les autres est quelqu'un qui n'est pas sûr de lui ».

Le numéro de juillet d'*Hommes et migrations* est consacré aux populations du Sud-Est asiatique. *« Histoire secrète de SOS-Racisme »* de Serge Malik, Albin Michel, 188 p., 75 F.

« Lettre ouverte à Harlem Désir » de Julia Kristeva, Rivages, 86 p., 49 F.

« Hommes et migrations », revue mensuelle, 40, rue de la Dûe, 75020 Paris, 30 F. le numéro ou par abonnement.

DÉFENSE

Selon un rapport de l'armée de terre

Les jeunes Beurs sont mal intégrés au cours de leur service militaire

Les jeunes Français d'origine maghrébine sont mal intégrés au cours de leur service militaire et le comportement des cadres, « mal adapté », parfois déplacé, est mal adapté pour y répondre. C'est la constatation du colonel Yves Binville, chef du centre d'études sur la sélection du personnel de l'armée de terre, dans un rapport remis cette semaine au ministre de la défense. Un quart (25 000) des jeunes Maghrébins en âge de porter l'uniforme (environ 20 000) effectuent leur service.

Selon le rapport, ces jeunes, issus de familles de harkis ou d'immigrés algériens pour la plupart, sont dépourvus de tout diplôme ou de toute qualification (ce qui leur interdit d'accéder à des emplois de grades ou de spécialistes) et ils souffrent, au départ, de handicaps (chômage, crise d'identité, échec scolaire, mauvaises conditions de vie). A l'armée, ils sont, de surcroît, l'objet de fré-

quentes discriminations ou la cible de remarques d'origine raciste. Les conséquences d'une aussi difficile intégration sont une surdélinquance (quatre fois plus de coups et blessures volontaires, cinq fois plus de trafic de stupéfiants, huit fois plus d'insoumissions), et, note le rapporteur, un glissement vers une attitude religieuse souvent revendicative.

Moins de volontaires pour l'Algérie

Pour y remédier, le colonel Binville propose une série de mesures, comme un effort de formation et d'information, un examen approfondi des futures recrues, une dispersion accrue entre les différentes unités, la confection de plats spécifiquement adaptés et une aide à la pratique religieuse.

D'autre part, dans une réponse à la question écrite de M. Daniel Colin, député UDF du Var, qui lui deman-

dait combien de jeunes immigrés d'origine algérienne et issus de la seconde génération choisissaient de faire leur service en Algérie - de préférence à la France - conformément aux accords de 1984 entre les deux pays, le ministre de la défense précise, dans le *Journal officiel* du 9 juillet, que le nombre de ces volontaires a tendance à diminuer, selon des statistiques qui ne peuvent être considérées comme définitives.

Ainsi, après une progression jusqu'en 1987, où l'on a décompté 4 062 Beurs qui ont opté pour leur service en Algérie, ce chiffre est en déclin régulier, depuis, avec 2 540 volontaires en 1989 et, probablement, 1 810 cette année. Ces déclarations d'option sont généralement souscrites entre dix-huit et vingt-trois ans. La durée du service (militaire et civil) en Algérie est variable, entre six et dix-huit mois.

Dans un texte intitulé « Heureux les artisans de la paix »

Un groupe d'officiers catholiques s'exprime sur la non-violence

En octobre 1989, deux mille cinq cents chrétiens, appuyés par treize évêques, signaient un texte intitulé *Lutter autrement*, fruit d'une réflexion sur l'action non violente. A l'initiative de Mgr Michel Dubost, évêque aux armées, l'Equipe nationale des officiers catholiques - une douzaine d'officiers de tous grades - vient de publier, en réponse, un dossier d'une quarantaine de pages, intitulé *Heureux les artisans de la paix* (1), dans lequel ils exposent leur conception chrétienne de la défense.

Remplaçant leur action « au nom de l'homme », les officiers insistent sur le fait que, selon eux, la non-violence n'est pas au centre de l'évangile, mais n'en constitue qu'un aspect. « Priorité aux attitudes et actions non violentes, acquiescent-ils, mais de façon conditionnelle et sans exclusive. Il paraît aventureux de vouloir étendre automatiquement le champ d'application de la joute tendue ».

Lutter autrement, le texte qui a servi de base à la réflexion des militaires avait poussé très loin la

définition, y compris théologique, de la non-violence. Il proposait des mesures concrètes comme la « désobéissance civile », compatible, selon ses promoteurs, avec la démocratie, allant même jusqu'au refus de payer la partie de l'impôt correspondant au budget militaire. Il mettait en avant le concept de « défense civile non violente » : l'organisation dans un pays d'une résistance collective générale de façon qu'aucun pouvoir illégitime ne trouve les relais nécessaires pour s'emparer du pouvoir. Ce système, estiment cependant les officiers, peut mener à une manœuvre « subversive » et devenir « un outil de coup d'Etat ».

Les officiers catholiques réfutent également l'argument selon lequel « les impasses de la défense nucléaire (obligeraient) à rechercher d'autres moyens de défense ». « C'est cette dissuasion, disent-ils, qui a contribué à faire tomber murs et rideaux et a permis d'ouvrir le dialogue. C'est la posture politique qui peut être défensive et non pas l'arme en tant que telle ».

De fait, l'argumentation des uns et des autres ne porte pas toujours sur le même terrain. Les officiers s'en tiennent aux problèmes de défense d'Etat à Etat, les signataires de *Lutter autrement* élargis-

sent leur réflexion aux régimes antidémocratiques, au rétablissement de la démocratie (en faisant référence par exemple à l'émergence de Solidarité en Pologne, à la chute des dictatures aux Philippines et à Haïti). Tout en reconnaissant la qualité de leur travail, les officiers catholiques souhaitent « inciter les non-violents actifs à plus de réflexion et de cohérence ». Et, comme le précise Mgr Dubost, « conserver le souci de replacer chaque événement dans son contexte international afin d'éviter les raccourcis et les difficultés d'interprétation : garder en tête la force de l'armée américaine en arrière-plan des événements aux Philippines, par exemple, ou l'affaiblissement de l'Union soviétique pendant les événements de l'Est ». Enfin, l'évêque aux armées, propose une lecture de la Bible et de l'Evangile. Il faut se considérer, dit-il en substance, « comme un « fabricant de paix » dans une situation de guerre ».

J.-M. Dy.

(1) *Heureux les artisans de la paix*, diocèse aux armées françaises, 20, rue Darnaud, Ed. Nouvelle Cité, 133 p., 25 F.

REPÈRES

FAITS DIVERS

Maigre butin après l'attaque de wagons postaux

Le butin de l'attaque du train Vindry-Bordeaux, jeudi soir 12 juillet près de Jonquères-Saint-Vincent (Gard), n'a toujours pas été évalué. Selon la direction régionale des postes, il serait « très maigre », mais à la section de recherche de la gendarmerie de Nîmes, qui a été chargée de l'enquête, on reste beaucoup plus réservé, en indiquant qu'« à l'heure actuelle, nous ne pouvons pas déterminer le montant du butin ». La gendarmerie précise que les mailles de la sécurité sont très bien les méthodes de classement des sacs postaux, et que les sacs pris ne contenaient pas que du courrier ordinaire.

On sait maintenant que les malfaiteurs étaient entre six et huit. Deux d'entre eux s'étaient cachés, lors d'un arrêt à Marseille, dans le compartiment moteur de la motrice. Armés et cagoulés, ils ont ensuite forcé le conducteur à arrêter le train en rase campagne où leurs complices les attendaient dans trois ou quatre voitures de grosses cylindrées, précèdent les enquêteurs.

JUDAÏSME

La première femme rabbin de France

M^{me} Pauline Baba, parisienne de vingt-six ans, est devenue la première femme rabbin de France le 8 juillet à Londres, au Leo Baeck College, le seul séminaire rabbinique européen à accepter des femmes. Elle prendra ses fonctions le 1^{er} septembre à Paris, au sein du Mouvement juif libéral de France (MJLF), qui appartient à l'Union mondiale du judaïsme libéral (environ trois millions de membres sur les quelque 14 millions de juifs dans le monde). « Il n'est écrit nulle part dans la Torah qu'une femme ne peut devenir rabbin », a expliqué la jeune femme. Seules des raisons sexistes sont invoquées pour leur interdire d'exercer cette fonction. « Ce point de vue ne sera peut-être pas du goût des rabbins orthodoxes (de stricta observance), majoritaires en France. Au séminaire rabbinique de Paris, on prêche que le rôle de la femme juive concerne essentiellement ce qui touche au foyer et à l'instruction des enfants ». Les Etats-Unis, où vivent la majeure partie des juifs actifs au mouvement du judaïsme libéral, comptent déjà plus de deux cents femmes rabbins. Il y en a une dizaine en Grande-Bretagne et quatre en Israël. (AFP)

JUSTICE

Au tribunal de Paris

Le racisme est indivisible

L'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (AGRIFF), présidée par M. Bernard Antony, dit Romain Marie, député européen du Front national, n'a pas les qualités requises pour demander justice lorsqu'elle estime être face à une « diffamation raciale ».

Pour la troisième fois, l'AGRIFF a été jugée irrecevable dans ce type de poursuite. La dernière concernait l'écrivain Marek Halter (*Le Monde* daté 24-25 juin), pour des propos tenus dans un entretien avec un journaliste du *Figaro*, publié le 30 octobre 1989. L'AGRIFF considérait que l'écrivain, en qualifiant les Eglises des pays de l'Est d'« archaïques, xénophobes, souvent racistes et antisémites », s'était rendu coupable de diffamation raciale.

Mais la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Claude Gredier, ne s'est pas prononcée sur le fond de l'affaire. Dans son jugement rendu le ven-

dredi 13 juillet, elle analyse seulement les statuts de l'Alliance pour déclarer : « Elle entend lutter contre le racisme anti-français et anti-chrétien, l'étalage public de la pornographie et tout ce qui porte atteinte à la dignité de la femme et au respect de l'enfant ». Les juges relèvent que l'association a pour but essentiel « la défense de valeurs jugées menacées de notre civilisation », ce qui ne correspond pas aux exigences de la loi sur la presse, qui ne met pas de pluriel au mot racisme. Aussi, le tribunal a-t-il suivi les réquisitions présentées à l'audience du 22 juin par M^{me} Martine Valdès-Boullouche, substitut du procureur de la République, en déclarant : « La nation de lutte contre le racisme, théorie consistant à admettre une hiérarchie entre les races, est donc étrangère aux préoccupations de l'AGRIFF. En conséquence, celle-ci est irrecevable ».

MAURICE PEYROT

MÉDECINE

Les dangers des rayons ultraviolets

Une campagne nationale pour la prévention du mélanome malin

A l'occasion des vacances d'été et pour la quatrième année consécutive, l'entreprise pharmaceutique française Sanofi organise une campagne de prévention du mélanome malin, un cancer des cellules pigmentaires de la peau favorisé par des expositions abusives au soleil.

En France, on estime à environ deux mille les nouveaux cas de mélanome malin diagnostiqués chaque année. Les personnes au teint pâle, qui tolèrent mal l'exposition au soleil, ont un risque plus élevé de développer cette maladie.

Ce sont les rayons ultraviolets qui favorisent, plusieurs années plus tard, la détermination maligne des cellules de la peau. Les grains de beauté peuvent constituer un point de départ de ces affections, dont l'issue dépend de la précocité du diagnostic. Toute modification d'un grain de beauté ou l'apparition à l'âge adulte d'une lésion pigmentaire qui s'étend rapidement doit amener à consulter un médecin.

Depuis le 29 juin, à l'occasion des grands départs, un document du laboratoire Sanofi expliquant les méfaits d'une exposition solaire abusive est distribué à tous les enfants aux péages des autoroutes Aquitaine et du Sud. Enfin, à partir du

premier août, le slogan « Le soleil brille, l'imprudence brûle » sera apposé sur un million de télécartes disponibles dans les régions côtières.

Cette année, la campagne s'étend à la RFA et à la Belgique; elle prévoit de toucher en 1991 les autres pays européens. Les 2 millions de francs par an consacrés à cette opération permettront également, à travers une association créée en octobre 1988 : Vaincre le mélanome, de financer des travaux de recherche, qui portent notamment sur les risques d'apparition de mélanome chez les personnes soumises à des coups de soleil pendant leur enfance et sur les relations entre l'état hormonal de la femme (grossesse, prise de pilule) et cette affection.

D'autre part, une opération d'évaluation en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Corse a cherché à mesurer l'efficacité d'une campagne de prévention et de dépistage du mélanome menée à travers les médias régionaux du 7 avril au 15 juin 1989. D'après les données recueillies dans quatre laboratoires d'anatomopathologie, le nombre de mélanomes malins diagnostiqués après la campagne a augmenté de 108 % les dix premières semaines et de 47,6 % les six mois suivants par rapport à 1988. Ensuite, les chiffres redevenaient sensiblement les mêmes d'une année sur l'autre.

MARTINE LARONCHE

Une opération du ministère de la culture

Les arts au soleil

DUNKERQUE

de notre envoyée spéciale

De la géolite à quel, des centaines de pigeons prennent leur envol, puis s'arrêtent, la danse des rappeurs devant le corège mené par MM. Jack Lang et Michel Delebarre. Sous les regards du ministre de la culture et de son collègue des transports, également maire de Dunkerque, fut ainsi lancée, vendredi 6 juillet, « la Caravane des Arts du soleil ». Grâce à elle, la culture, ses musées, images et mots devraient être sur les plages, de la mer du Nord à la Méditerranée. Trois mille manifestations au bord de l'eau sont prévues dans onze régions entre ce 6 juillet et le 15 septembre.

L'idée, le style même de cette opération, co-financée par des collectivités locales et des sponsors privés, sont inédits ou presque. L'expérience pilote réussie l'an passé dans la Languedoc-Roussillon, s'étend cette fois-ci à toutes les côtes. Le voyage est prometteur. Dans le jardin en bordure du port, sont arrivées seize des vingt-trois roulettes qui sillonnent le pays. Etranges machines à rêves... A l'entrée, Peter Sinclair actionne son camion, « instrument concept » de musique instrumentale. Quand joue l'artiste-chef, la machinerie fantastique engendre rythme, sons et mouvements mêlés. Le géranium est arrosé, le

soufflet soulève la benne et la retourne.

Plus loin, dans la roulotte de Charlemagne Palestine, git le cerucel d'Arta - sigle de la société de communication chargée de l'ensemble du projet -, ce sculpteur de Brooklyn interpellant artistes et gens de médias sur leurs relations réciproques. « Così disco », aménagée comme une mini-discothèque, transforme le jute-box en objet d'art. Ode imaginaire, dans le « Biscamano scapha » des frères Biscamano : le toit de la roulotte, c'est le ciel de Sète, leur ville natale, dans un futur où ne survivraient que des lambeaux du passé; l'intérieur est une sculpture colorée et protéiforme en forme de sous-marin.

Au hasard de la promenade, Dunkerque découvre, en ce jour d'inauguration, les mélanges plastiques et sonores qu'osent de très jeunes créateurs venus de partout. Demain, « Lecture des sables » : sur les plages du Nord-Pas-de-Calais, des conteneurs à livres échoués sur la portée de main des baigneurs. Et s'ôt le soleil couché, direction les musées, tous ouverts : « C'est beau un musée, la nuit ».

De ces surprises, peut-on espérer un nouveau regard ? Pour M. Lang, il s'agit de sortir la culture de ses lieux traditionnels pour aller à la rencontre du public : « Elle fait des vagues ».

DANIELLE ROUARD

RELIGIONS

Plus de dix mille spectateurs en huit représentations

Nancy et les fruits de sa Passion

Tous les quatre ans, perpétuant une tradition née en 1904 d'une simple histoire de clocher, des Nancéiens recréent « la plus grande fresque biblique jouée en France ». Dans un décor hollywoodien, quatre cents acteurs, choristes, musiciens et acteurs, maquillés et costumés, jouent « leur » Passion.

NANCY

de notre envoyée spéciale

Elle était grande, en 1904, l'idée d'Ernest Petit, curé de la paroisse Saint-Joseph, à Nancy : bâtir un spectacle à succès pour achever la construction de son église aux lignes romanes (moins cher que le gothique), en manque de clocher. Nancy, en ces temps-là, commençait à déborder de ses sept portes triomphales. Le quartier Saint-Joseph, au sud, s'étirait autour du dépôt des chemins de fer. La paroisse comptait dix mille âmes ouvrières, et l'abbé Petit, fin manager, ses deniers. Pour élever le clocher de l'édifice commencé vingt-cinq ans plus tôt, il fit tout d'abord construire à proximité du presbytère... un théâtre. Deux mille places, pas moins. Avec le concours de l'architecte du Châtelet parisien, qui reproduisit à l'identique l'espace musical ! Ce pieux investissement, le curé le réalise en vue de monter « la plus grande fresque biblique jouée en France ».

Un homme de grande volonté,

l'abbé Ernest Petit. Il sait qu'en Bavière, à Oberammergau, un village tout entier, depuis près de trois siècles, joue tous les dix ans une gigantesque Passion qui attire les foules. Son projet se dessine très vite, à force d'audace et de ténacité. Au 148 de la rue Jeanne-d'Arc, le 29 mai 1904, le rideau se lève sur les premiers Jeux de la Passion nancéiens, joués par des cheminots et des ouvriers. Deux cent cinquante mille personnes s'y précipitent en deux ans. De Roubaix à Marseille, de l'Alsace à la Grande-Bretagne. Un véritable pèlerinage. Pie X en personne accorde sa bénédiction pour la réussite du spectacle. Cette production alterne avec d'autres, et l'abbé Petit dégage peu à peu des profits : précurseur de 1936, il lance, à Belle-Ile-en-Mer, ses premières colonies et maisons de vacances.

Mais tout passe. La guerre efface la Passion et ses joyeuses colonies. Dans les années 60, M. Bernard Riethmüller et une poignée d'ex-galopins du quartier Saint-Joseph décident de relancer « leur » Passion. Curieusement, cela ne se fait pas sans mal. Certains ecclésiastiques voient d'un mauvais œil la réhabilitation du théâtre. « La peur de l'ancienne fresque sociale », expliquent les « passionnés ».

Mais l'Association du théâtre de la Passion n'en détourne pas. Les appuis ne seront plus seulement divins. Ils seront laïcs. Depuis 1969, tous les quatre ou cinq ans, la Passion renait sous la toile massive d'un des halls du Parc des expositions. Aujourd'hui, le conseil général et la mairie de Nancy sub-

ventionnent la prestation quasi hollywoodienne. Le décor (40 mètres de large et 20 de profondeur), réalisé par les Ateliers de décors de la ville de Nancy, a été conçu par M. Michel Leclair, ingénieur, metteur en scène à l'occasion et Pilate convaincant sur les planches.

Histoire de familles

Du grand spectacle, six heures durant : cent vingt choristes et musiciens (seuls ces derniers sont professionnels). Quatre-vingt rôles parés, dont une vingtaine à redistribuer tous les quatre ans. Trois mois de répétitions assidues. Et deux cents figurants, tous costumés (les tissus ont été achetés spécialement à Jérusalem). Des scènes de foule devant le temple ou la garde romaine. Des cris, un âne, deux agneaux, des requiem, du tonnerre et de la lumière. Des scories d'amateurs, une foi inébranlable ou la seule joie de jouer : « On ne demande pas de certificat de baptême », précise M. Riethmüller. Un tiers sont des pratiquants, deux tiers des croyants. Et dans la salle, un succès de cathédrale : dix à douze mille spectateurs en huit représentations.

La Passion, histoire de paroisse, est aussi une histoire de familles. De l'arrière-grand-père de quatre-vingt-trois ans au nourrisson de deux mois. On se connaît à la Passion. On s'y marie même, entre guichetier et centurion, entre « foule » et apôtre. Les lung étaient vingt-cinq à jouer en 1979. Ils sont

encore quatorze cette année. Daniel, aujourd'hui régisseur, était hier apôtre. Son frère Claude, « le seul gardien de la paix nancéien à chanter du grégorien », joue le centurion Selpha. L'ainé se retrouve en grand prêtre, tandis que sa nièce interprète Marie. Les Boccart aussi jouent beaucoup. Henriette a incarné Marie de 1969 à 1985. Sophie, sa fille, infirmière-puéricultrice, débute à quatre ans et campe aujourd'hui Marie-Madeleine. Il y a de la place pour tout le monde : ange, soldat ou marchands. « Bons » ou « méchants ». Judas, vingt-cinq ans, est laborantin. Jésus, trente-six ans, est éducateur pour enfants sourds-muets. « Les spectateurs d'hier seront la « foule » de demain ».

Bien entendu, la Passion n'est plus l'affaire d'un quartier. Les familles ont étendu leurs bras dans la ville entière et ses alentours. A Saint-Joseph, les locomotives fumantes ont cédé la place au béton froid des immeubles. Et seule la vapeur noire s'accroche encore à l'église, comme ces vieilles publicités aux murs décrépis du théâtre démolit. Mais la Passion hante les lieux. Sous les yeux fantomatiques d'un illustre locataire du quartier : Emile Coué, l'inventeur de la méthode.

JEAN-MICHEL DUMAY

Nancy. Par des expositions, les 9 et 15 juillet, la Passion d'Oberammergau, en Bavière, qui a lieu tous les dix ans, a commencé en avril dernier une série de cent dix représentations.

سكنا من الاحمل

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

La grande fête du « bizut » Pillon

VILLARD-DE-LANS

de notre envoyé spécial

Animation dans les rues d'Aurans, bousculades devant les hôtels de Villard-de-Lans, le plateau de Vercors accueille pour une journée le Tour de France. Une journée peu ordinaire puisque, ce vendredi 13 juillet, la Grande Boucle fait relâche. Pas de podium d'arrivée, pas de caravane publicitaire, mais un ballet incessant de voitures suiveuses et une chasse à la signature pratiquée par nombre de jeunes touristes.

Un jour de repos signifie pour les coureurs des heures d'entraînement supplémentaire histoire de ne pas perdre le goût du pédalier. Alors ils parcourent par petits groupes les routes bordées de sapins et saluent les bordées files de vacanciers en promenade. Gilbert Duclos-Lasalle, le « patriarcal », trente-six ans, accompagne Ronan Pensec et Laurent Pillon, le petit novice, précédé Stephen Roche.

L'Irlandais et les coureurs de l'équipe Z ne passent pas inaperçus devant les agriculteurs qui s'activent à rentrer les foins. Leurs noms résonnent dans les villages traversés, et les habitants sont fiers de reconnaître la même ombre du cycliste breton. Mais Laurent Pillon, lui, n'a droit à aucun signe de reconnaissance. Et, d'ailleurs, qui serait capable de mettre un nom sur ce visage anonyme ?

Il est un participant de ce peloton réduit à cent soixante-dix têtes. Il est en même temps, à vingt-six ans, le « bizut », puisque son néo-professionnel français, il découvre l'épreuve. Et il est content. Laurent, heureux de vivre enfin cette grande épopée qu'il ne connaissait que par l'intermédiaire de la télévision. Il cherche les superlatifs qui puissent traduire son émotion et ne trouve que « grandiose » pour caractériser une course « incomparable aux autres ».

À bien connu des épreuves cyclistes. Les villes et régions de France sont, pour lui, syno-

nymes de critères ou de courses locales, de longs voyages en voiture pour aller à l'Ouest ou en Alsace décrocher quelques prix qui font les titres de la presse régionale. « J'ai commencé le vélo à dix ans, lorsqu'un ami de mon père m'a transmis sa passion, raconte l'enfant de Creil, et depuis je n'ai jamais cessé ». Cinquième lors des championnats de France juniors de 1982, Laurent Pillon décide de délaisser sa formation de jardinier pour se consacrer, presque exclusivement, à sa passion sportive.

Le contrat de Noël

Le passage au bataillon de Joinville, où il fréquente Ronan Pensec, lui apporte le complément de formation physique et technique qui doit lui permettre de briller dans les courses amateurs. Ce sont les « classiques » du genre, ces fameuses épreuves comme le circuit des Ardennes, qu'il connaît par cœur pour les avoir courues plusieurs fois. Un brin naïf, un peu timide, il attendait que des sélectionneurs attentifs soient sensibles à ses qualités de rouleur. Licencié du prestigieux club nordiste de Wasquehal, il s'imaginait que les propositions pour devenir professionnel ne manqueraient pas. « Je guettais le courrier et j'avais tort. Mon erreur a été de ne pas faire de démarches moi-même, car dans ce milieu il ne faut rien attendre de spontané ».

La chance est quand même venue, « le jour de Noël, mon plus beau souvenir », sous forme d'un contrat des sociétés de peinture Belge, Histor-Sigma. En 1990, Laurent Pillon accède enfin au statut de « pro », il devient l'équipier d'un grand, Stephen Roche. « Immédiatement j'ai découvert un autre monde, à la fois plus dur et plus exaltant. J'ai souffert, comme dans Paris-Nice où la sentais la voiture-balai sur ma roue arrière et aussi j'ai pris du plaisir comme dans la Flèche Wallonne où j'ai réussi à

m'échapper seul pendant 180 kilomètres avant d'être rattrapé ».

Son bon comportement lors des courses de printemps a poussé son leader d'équipe à le proposer pour le Tour de France, « un geste que je n'oublierai jamais ». Et voilà le petit nouveau propulsé dans la roue des géants, ceux des coureurs qui l'intimident encore. Il lutte comme les autres, joue des coudes quand il faut, et surtout protège son parain. Il connaît les chutes, les roues volées, les commissaires distributeurs de pénalités et les étapes difficiles, comme celle de Besançon à Genève, qui « roula beaucoup trop vite pour moi ».

Mais il découvre aussi d'autres aspects, plus sympathiques, comme la fraternité qui se crée au fil des étapes entre les participants, et puis surtout il vit avec « cette énorme machine faite de voitures suiveuses, de photographes à moto, de villages ambulants, qui, deux semaines après le départ, m'impressionnent toujours ». L'habitude des courses du dimanche n'avait jamais vu autant de spectateurs sur le bord des routes qu'il empruntait. Il fait connaissance avec les haies de spectateurs au sommet des cols qui lui donnent « la chair de poule ». Et rapidement il apprécie les encouragements du public, comme lors du contre-la-montre de Villard-de-Lans, où « tout le monde m'applaudissait, moi l'inconnu ».

L'objectif de Laurent Pillon, maintenant que Stephen Roche a perdu toute chance de gagner l'épreuve, est de parvenir à Paris. Il va bien essayer de faire quelques prouesses, mais sa cent trente-cinquième place au classement général le rend modeste. « Mon rôle d'équipier me plaît, j'essayerai de le tenir le mieux possible pour remercier des gens qui m'ont accordé leur confiance », déclare-t-il, encore tout étonné de pouvoir participer à une si grande fête.

SERGE BOLLOCH

ESCRIME : les championnats du monde

L'esprit d'équipe

LYON

de notre envoyé spécial

Après sa victoire, jeudi 12 juillet, dans l'épreuve masculine, l'Italie a remporté, vendredi 13 juillet à Lyon, le titre féminin de champion du monde de fleuret par équipes. Les Françaises se sont classées quatrièmes.

Même masque, même tenue blanche de la tête aux pieds. Seul un brassard distingue les tireurs. Un brassard tout blanc, pas même cousu sur le gilet, un brassard qui glisse lors des assauts les plus vifs, un brassard aux couleurs nationales. Curieusement, ce petit bout de tissu suffit certains jours pour bouleverser toute logique.

Dans la compétition par équipes, le tireur est toujours seul en piste face à son adversaire. Mais le duel le dépasse et le transcende parfois. « L'équipe, c'est bien plus qu'une somme d'individualités », estime Philippe Riboud, médaille d'or par

équipe aux Jeux olympiques de Moscou et de Los Angeles. « Il se crée un état d'esprit particulier autour des pistes et la logique des confrontations individuelles n'est pas forcément respectée ».

Les spécialistes avancent deux explications à ce phénomène. D'une part, la tension, source de bien des erreurs, se répartit sur les épaules des cinq partenaires. Une défaite ne gâche pas tout, la victoire d'un partenaire peut toujours l'effacer. D'autre part, la rage de vaincre peut être plus grande car « la joie de la victoire est plus intense en groupe », confie Florence Topin.

Les plus anciens, comme Philippe Riboud ou Jean-François Lamour, avouent d'ailleurs, avec un brin de fausse humilité sans doute, accorder désormais plus d'importance à la compétition par équipes qu'au classement individuel.

La direction technique tient compte des capacités des tireurs à se surpasser, et les cinq de l'indi-

viduel ne constituent pas forcément l'équipe de base. Philippe Conscience au fleuret et Mariène Hauterville à l'épée furent ainsi écartés à Lyon au profit de Stéphane Konieczni et Sylvia Serri.

Ce fut également le cas de Youssef Hocine les années précédentes. Aujourd'hui, le cœur de l'équipe de France d'escrime ne jure plus que par l'esprit d'équipe. « Si plus de jeunes vivaient cette ambiance de groupe, il y aurait moins de départs, croit-il. Le sport est une porte de sortie vers d'autres valeurs, un moyen de se dépasser et de s'intégrer pour la population immigrée ».

CHRISTOPHE DE CAEVEL

Boxe : défaite de René Jacquot à Aasey. - L'Américain Terry Norris a conservé, vendredi 13 juillet à Annecy, son titre de champion du monde des poids super-welters (version WBC) en battant aux points et en douze reprises le Français René Jacquot.

SCIENCES

L'agence spatiale américaine vivement critiquée par des sénateurs

La Nasa sur le gril

Le temps n'est plus où la Nasa pouvait tout dire, tout se permettre, surannée qu'elle était des succès accumulés dans la conquête de la Lune ou dans l'exploration du système solaire. Aujourd'hui, elle vit dans le doute et vacille sur ses bases.

Mais la toute nouvelle équipe qui l'anime et qui a la lourde charge de faire oublier l'explosion en vol de la navette Challenger a désormais bien du mal à faire face aux critiques des sénateurs excédés par les erreurs de l'agence spatiale américaine.

Lors d'une récente audition devant le Congrès, la Nasa a été une fois de plus la cible du sénateur démocrate Albert Gore Jr. (Tennessee). Il s'est

étonné qu'on ait pu lancer un télescope spatial (Hubble), aujourd'hui myope, de 1,5 milliard de dollars sans l'avoir testé au sol et que les navettes spatiales soient interdites de vol en raison de fuites d'hydrogène.

« Pour moi, dit-il, le dénominateur commun de ces deux affaires est une insuffisance de tests. (...) Une insuffisance d'au moins quatre fois les tests nécessaires à la vérification de la bonne marche du télescope Hubble auraient pu être faits pour 10 millions de dollars ».

Un avis que partage le sénateur républicain Larry Pressler (Dakota Sud), et qui n'est pas sans fondement si l'on en juge par une remarque de

l'administrateur de la Nasa, M. James Thompson, convaincu que « de tels contrôles pouvaient être et devaient être faits » avant le lancement.

Cette faute à moitié avouée n'a pas été pardonnée par le foudroyant sénateur Gore, qui a alors attaqué la Nasa sur la fiabilité de ses navettes en faisant remarquer qu'une étude récente laissait entendre qu'une navette et son équipage pourraient être perdus dans les quatre prochaines années. « Faux », a répliqué M. Thompson, qui a cependant reconnu qu'il existait pour les dix prochaines années « une réelle possibilité d'interrompre un vol après le lancement d'une navette ».

COMMUNICATION

La presse en 1988 selon le SJTI

Baisse de la diffusion et hausse du chiffre d'affaires publicitaire

En 1988, la presse écrite comprenait 2 903 titres publiés par des éditeurs, contre 2 909 en 1986 et 2 925 en 1987. Le reste de la presse écrite française, soit environ 40 000 titres, est édité par des associations, des entreprises, des administrations, etc.

La légère érosion du nombre de journaux « éditeurs » se traduit aussi, selon l'enquête réalisée par le Service juridique et technique de l'information (SJTI), par une baisse du tirage et de la diffusion (1).

En 1988, le premier a baissé de 1,4 % et la seconde de 1,5 % par rapport à l'année précédente, en s'établissant respectivement à 7,92 milliards d'exemplaires tirés et à 6,74 milliards d'exemplaires vendus.

Mais tous les journaux ne sont pas logés à la même enseigne. La presse nationale d'information générale et politique (secteur auquel appartiennent des titres comme *Le Monde*, *L'Express*, etc.) a vu ses ventes baisser de 1,2 % entre 1987 et 1988, tandis que la presse régionale a enregistré une légère hausse (plus 0,4 %) (2). Pour la première

fois, l'enquête du SJTI fait le point sur le portage des journaux à domicile : compris dans les abonnements, ce mode de distribution représente 6,9 % de la diffusion de la presse écrite française, soit 360 millions d'exemplaires, dont 330 millions pour la presse régionale et locale et 17 millions pour la presse nationale.

La presse spécialisée destinée au grand public a vu chuter sa diffusion de 4,4 % en 1988 après quatre années de progression ; cette rupture est due aux difficultés de la presse féminine (7 % de diffusion en moins entre 1987 et 1988) et de la presse de loisirs ainsi qu'à la disparition de magazines de bande dessinée et d'évasion.

La presse spécialisée technique et professionnelle – et particulièrement ses journaux spécialisés dans les sciences et techniques, l'enseignement, les collectivités locales, ainsi que ses titres financiers et boursiers – témoigne pour sa part d'une forte expansion puisque sa diffusion a augmenté de 9,2 % en 1988.

Si son tirage et sa diffusion s'inscrivent globalement à la baisse, le

chiffre d'affaires de la presse écrite a pourtant augmenté de 6,1 % par rapport à 1987, pour atteindre 49,6 milliards de francs. C'est la publicité qui est à la source de cette croissance : elle représentait 40,5 % du chiffre d'affaires – 21,9 milliards de francs – soit une augmentation de 12,7 % par rapport à 1987.

La presse nationale d'information générale et politique est la principale bénéficiaire de cet accroissement (18,4 % de plus) avec la presse spécialisée technique et professionnelle (26,8 % d'augmentation de ses recettes publicitaires).

Des indices qui prouvent que le média presse écrite, compte tenu de la finesse de ses « cibles » et autres « contacts », conserve un véritable attrait pour les annonceurs, face à la télévision « bulldozer ».

Y.-M. L.

(1) Tableaux statistiques de la presse 1987-1988. Service juridique et technique de l'information (SJTI), 124 pages, 60 francs, La Documentation Française.
(2) En 1988, les ventes du *Monde* ont progressé de 7,4 %. En trois ans, cette progression s'élève à 20 %.

Les avatars de la TGB

Suite de la première page

Il y condamnait, tout à tour, le projet « spectaculaire mais mauvais » de l'architecte (« La construction de tours de livres est abandonnée depuis longtemps aux États-Unis qui en avaient pris l'initiative. La construction et l'utilisation en sont trop onéreuses ») ainsi que ses options fondamentales « sans cesse modifiées ». Jalouses, répond-on à Paris, en haussant les épaules. Pourtant, là aussi, l'humour est à la morosité.

À commencer par celle de l'architecte, Dominique Perrault, qui se plaint amèrement du manque d'indications de la part des maîtres d'œuvre et du flou qui entoure toujours la conception de certaines parties du bâtiment. Faut-il prévoir une, deux ou trois salles de lecture, correspondant à des publics différents ? Quelles doivent être leurs configurations ? On est maintenant quasiment sûr, de plus, que les façades ne pourront pas être recouvertes de verre polarisant (qui s'assombrit avec l'intensité du soleil), technique encore mal maîtrisée. Les Parisiens hériteront donc, vraisemblablement, de quatre tours de béton banalement habillées de vitrages.

Ouverture ou cloisonnement

Au sein de l'équipe de la Bibliothèque de France, « l'harmonie règne », comme il se doit, entre Dominique Jamet et Jean Gattegno. Les relations sont « on ne peut plus cordiales » entre le nouvel Etablissement public et l'actuelle Bibliothèque nationale (BN) ou l'Institut national de l'audiovisuel (INA). L'Elysée, pourtant, est souvent sollicité pour rendre des arbitrages. Laure Adler, qui vient d'arriver au cabinet du président de la République, est chargée du dossier. Le volumineux rapport publié par la TGB aurait été trouvé « léger », en particulier le chapitre concernant les publics de la future institution, enjeu de bien des crispations.

Entre le parti pris d'une grande bibliothèque « démocratique » ouverte à tout le monde, une super BPT type Beaubourg en quelque sorte, et les impératifs de la conservation ou de la recherche, rien n'est vraiment réglé.

La sagesse commanderait des espaces totalement séparés, comme dans les grands établissements internationaux. Les exigences de la démocratie à la française voudraient des structures plus ouvertes.

Va-t-on donner à lire des volumes – fragiles – ou des microformes ? Il faudrait dans ce cas au plus vite démarrer un programme. Il y en a 100 000 aujourd'hui, et le plan qui en prévoyait 500 000 pour l'inauguration a été révisé à la baisse.

Le catalogue des ouvrages de la Bibliothèque nationale accueille sera-t-il informatisé à temps ? Il est indispensable, disent les spécialistes, que ce travail soit entièrement achevé avant l'inauguration des futurs bâtiments. « On ne va quand même pas déménager des fichiers en carion ? », s'inquiète Emmanuel Le Roy Ladurie, l'administrateur général de la BN.

Reste un ultime – et essentiel – litige opposant cette fois les deux bibliothèques, l'ancienne et la

nouvelle, à l'INA. Le dernier des grands travaux mitterrandiens est en effet l'occasion d'étendre aux sons et images radiotélévisés, l'actuel système du dépôt légal applicable au livre, au disque ou au film. Soutenue par la BN, la Bibliothèque de France dispute à l'INA la responsabilité de cette extension.

Elle avance la nécessaire « unité » juridique de la politique patrimoniale nationale – quitte à déléguer cette fonction – et dénonce la vocation « commerciale » de l'Institut. Héritier de l'ORTF, ce dernier met en avant son fond de 800 000 heures de programmes issues des chaînes publiques et plaide la compétence : son cahier des charges ne précise-t-il pas, au début d'un paragraphe, que le dépôt d'archives dans ses réserves vaut dépôt légal ? (Le *Monde* du 28 mars 1990)

Qui l'emportera ? « Aucune décision n'est prise, assure-t-on au ministère de la culture et de la communication où l'on espère être prêt à la fin de l'année. Les choix gouvernementaux ne sont pas faits. Il n'y a que des hypothèses de travail ». Chacun pousse son pion. A Solutré, dit-on, l'ancien ministre Georges Fillioud, aujourd'hui PDG de l'INA, en a touché un mot au président de la République. Ses adversaires peuvent, eux, compter sur des chercheurs de renom susceptibles de peser sur les choix du chef de l'Etat.

Les intérêts de l'INA

L'Institut, pourtant, semble avoir une longueur d'avance si l'on en croit la dernière version de l'avant-projet de loi modifiant le régime du dépôt légal. Son article 3 étend tout d'abord l'obligation de dépôt aux « entreprises de communication audiovisuelle diffusant des œuvres et documents sonores et audiovisuels », obligation d'ailleurs effectuée « à la charge financière » des sociétés concernées.

L'article 4 précise ensuite que « le dépôt est effectué au bénéfice de l'Etat, auprès d'organismes de droit public dénommés organismes dépositaires à vocation culturelle et patrimoniale ».

Seul un conseil supérieur du dépôt légal composé de représentants des organismes et de person-

nalités scientifiques veillera à l'unité de la politique patrimoniale nationale en rendant au ministre de la culture des « avis sur les conditions et les procédures nécessaires ».

Tel quel, le texte remplit d'aise les responsables de l'INA dont il protège les intérêts. Mais il fait bondir les tenants de l'unicité du dépôt. Début juin, une note interne de la Bibliothèque de France sonne l'alarme.

Le 18, Antoine Spire, président d'un groupe de travail sur les documents sonores, prend publiquement à partie le président de l'établissement public, Dominique Jamet. Les conclusions – tranchées – de son groupe en faveur de la TGB, estime-t-il, ne sont pas suffisamment reprises et défendues par ses responsables mêmes.

Aussi, Dominique Jamet et Emmanuel Le Roy Ladurie décident-ils, le 25 juin, l'envoi d'une lettre très ferme au ministre de la culture. « Alors qu'on souhaite, très légitimement, accroître la portée du dépôt légal, on risquerait de l'affaiblir en diluant les responsabilités au sein d'organismes indépendants aux logiques distinctes. Alors qu'on souhaite très fermement accroître le rôle de la Bibliothèque de France (...), on prendrait le risque, d'entrée de jeu, d'amoindrir la nouvelle Bibliothèque nationale d'une grande partie de ses moyens ». Écrivent-ils, « avant d'ajouter que « la responsabilité de la cohérence intellectuelle et politique du dépôt légal ne peut ni ne doit être déléguée ».

Ce durcissement sera-t-il suivi d'effet ? Une réunion au ministère de la culture, vendredi 6 juillet, a permis aux pouvoirs publics de mesurer le fossé existant entre l'ensemble des protagonistes. Faut-il institutionneller, bien sûr, mais témoignant surtout d'une véritable prise de conscience de l'importance de l'audiovisuel dans la mémoire patrimoniale.

Le gouvernement ne peut plus échapper aujourd'hui à un débat de fond sur ce sujet, faute de quoi l'ouverture de la Bibliothèque de France pourrait se résumer à un pari architectural contesté évalué entre 5 et 7 milliards de francs !

PIERRE-ANGE L'GAY et EMMANUEL DE ROUX

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, « impatient » de voir se créer une chaîne musicale. - M. Jack Lang, ministre de la culture, a déclaré le 13 juillet au micro de l'émission « Radiocron » de France-Inter qu'il « faut plus que jamais une chaîne musicale », et qu'il était de « plus en plus impatient » de la voir apparaître. Selon M. Lang, le président de la République lui-même aurait « regretté » la disparition de la télévision musicale TV6 il y a trois ans et « formé à plusieurs reprises le souhait qu'une telle chaîne puisse à nouveau voir le jour ». Prenant exemple sur le Québec, où « une chaîne musicale francophone marche admirablement bien », le ministre de la culture a ajouté à l'adresse du CSA : « J'espère que les diverses autorités qui ont la charge de la gestion de l'audiovisuel français ressentiront l'appel des artistes et des jeunes ».

Le ministre de la communication précise que les directeurs généraux d'Antenne 2 et de FR 3 sont mandataires sociaux de leur entreprise de par la loi et non par le vœu de M. Guillaumet. - Dans son entretien au *Monde* du 14 juillet, le président commun d'Antenne 2 et de FR 3, M. Philippe Guillaumet, indiquait avoir « donné, de son propre chef, aux deux directeurs généraux, Dominique Alday et Jean-Michel Guillard, le statut de mandataire social ». En réalité, ainsi que le rappelle le ministre délégué à la communication, l'exposé des motifs de la loi concernant la présidence commune aux deux chaînes publiques stipule qu'« un directeur général, mandataire social selon le droit commun des sociétés, est nommé dans chaque société, dans les conditions du droit commun des sociétés, sur proposition du président, par chaque conseil d'administration ».

Pierre gri

Un homme écoute la musique du silence, respire au rythme du calme. Les prières des moines ont marqué à jamais la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. Le compositeur japonais Toru Takemitsu y est accueilli par le Centre Acanthes, pour y diriger des stages, des concerts. Y retrouve-t-il un climat propre à la méditation ? La Chartreuse se situe hors du temps. Il faut le traverser, parcourir initiatique, pour atteindre le lieu où sont exposées des photos. La photographie, art d'aujourd'hui, art dans le vent. Thème de l'exposition : un ouvrage construit par les Romains de jadis, le Pont du Gard. Et puis voici un art très ancien pour une légende qui se perd dans le temps. Les danseurs de Madras jouent l'épisode du Ramayana, l'exil des Princes dans la forêt. Ensorcelée... Forêt magique, rêvée par Shakespeare, et transportée comme par enchantement dans la Carriacalle où Jérôme Savary me en jeu, met en lumière, en fête populaire le *Songe d'un nuft d'étré*.



Jérôme Savary met en sons et lumières « le Songe d'une nuit d'été » à la Carrière Callet

Il faut dire, pour ceux qui n'ont pas découvert, il y a *le Mahabharata*, *Repons* ou *le Gîngaro*, la beauté de la Carrière, Collet à Bouillon. L'endroit est rond, et blond, comme une lune, austère aussi, mais pour mieux s'offrir à la cérémonie. Ici, c'est Jérôme Savary qui décide d'installer ses trébuchets pour se frotter à la place du public et de la plus perverse — *comédie* de Shakespeare, *le Songe d'une nuit d'été*.

La première surprise surgit avant même qu'on ait rejoint sa place, — parmi mille improbables coques de plastique : à l'aplomb de la scène, là-haut, disons à trente mètres du sol, l'Acropole, le tremblement de terre blanc.

Deuxième surprise, la nuit assise : le palais de théâtre, deux caravanes, gipsy, des bagnoles rutilantes, un gipsy et un chanteur gipsy, des petites filles qui dansent en claquant du talon. La scène sera dansée à Athènes, côté zone, dans u

camp de gigans. Thésée est le chef de la famille; Killypolita, sa future femme, la beauté brune du campement. Elle est une brave tout comme la fille — version brave fille — refuse d'épouser le play-boy du coin, Démétrius — version Gynasme club — par amour pour un jeune marlou phubé et démodé, Lysandre. Héléna, une — et amoureuse sans retour — pour Démétrius et guéule sa grande sœur, est une fille d'homme d'autant plus qu'elle et Hermia ont été élevées ensemble, dans la même caravane. Le ton n'a été donné : le *Songe d'une nuit d'été* sera populaire, bruyant, délinquant comme les enjôleurs et la peinture des vêtements du clan. Il le sera d'autant plus que Jérôme Savary — fait appel au roi de la polychromie lumineuse, le maestro du télécin, projecteur multidirectionnel et commandé à distance par ordinateur, Jacques Rouveyrolis. Il peut tout faire : la nuit en

plein jour et vice versa, bâtir un toit lumineux, dessiner des gargouilles géantes, incendier le ciel de rouge, bombarder la falaise de bleu, écraser le sol d'or, isoler plein feu tel ou tel protagoniste et ne plus le lâcher avant qu'il ne disparaisse dans un fourré. Il peut, comme c'est la cas ici, transporter une foule vers un ailleurs extraordinairement bariolé, vers un spectacle son et lumière mégalomane.

rer jusqu'à dix mètres de haut dans sa robe de velours infinie et donc tenir à la baguette tout son petit monde, en l'occurrence des écoliers d'Avignon.

duction de Jean-Michel Déprats - et le jeu des acteurs. On jurerait que Jérôme Savary a tout tenté pour masquer leurs faiblesses sans vraiment y parvenir. Le plus surprenant est que, lui qui aime tant les femmes, l'amour et les plaisirs, et à qui si souvent les décrire, nous donne rien de la valse amoureuse imaginée par Shakespeare. de ces passions dont l'érotisme et la poésie apparents cachent si bien une diablerie autrement hardcore. Reste une fête, très 14 juillet, qui transporte une troupe nombreuse au sommet de l'enthousiasme populaire. Deux heures un quart d'attente comme un rien.

OLIVIER SCHMITT

► Carrière Callet à Boulbon, à 22 heures. Jusqu'au 1^{er} août. Relâche les 14, 20 et 26 juillet.

Sept façons de photographier le Pont du Gard,
c'est l'exposition « Vues du Pont » à la Chartreuse

Le pont du Gard n'est pas un pont. C'est un aqueduc. Du bon gros ouvrage, bien planté. Trois étages d'arcs réguliers, qui s'épaissent en confiance. L'eau potable passait par un conduit creusé là-haut, couvert de dalles. Puis la table du premier étage fut doublée, en largeur : ce qui donna une route aux chevaux, aux voitures.

Les deux faces du pont diffèrent beaucoup. Sur l'une, la pierre est plutôt grise, plutôt insensible. Il y a de la pierre de cet aspect presque maussade sur nombre de nos lycées et ministères construits fin du dix-neuvième siècle. C'est de la pierre sur quoi coller des affiches de mobilisation générale. Sur l'autre face, la pierre est plutôt rose, et sensible. Mangée par l'eau et les vents. Il y a de la pierre de cet aspect sur bien des merveilles de l'Italie.

Précautionneux, avançant à pas comptés, le pont du Gard vous coupe le souffle. Il est impossible de comprendre pourquoi. C'est de pas ses dimensions, pourtant assez considérables. Ce ne sont pas ses lignes, pourtant d'un rythme parfait. Il n'y a pas même un accord magique entre cette oeuvre d'imagination et le modelé, les couleurs, les volumes, de la nature qui est là, autour. Tout se passe comme si vous étiez plutôt cueilli, touché très fort, par des qualités morales, comme en irradiant tels visages de femmes, d'hommes.

Les optiques photo et la chimie des pellicules n'ont jamais été à même de percevoir, et de redire, cette irradiation. L'exposition

❑ Arignoa 91.-Le programme du prochain festival est déjà presque complet : on sait qu'il y aura Heiner Müller et plusieurs metteurs en scène, Armando Gatti, Peter Brook... On sait qu'à la Cour d'Honneur, le théâtre sera représenté par Valle Inclán et Jorge Lavelli, la danse par William Forsythe. On ne sait pas si, pour la danse, le système des « cartes blanches » sera repris. On se pose encore la question de savoir si Barbacore pourra venir avec ses Zingaros, et son opéra équestre sur des musiques nomades...

Vues du Pont, à Villeneuve, est d'un autre propos. Ils sont sept as du cliché. Le conseil général du Gard et la région Languedoc-Roussillon les ont invités à photographier le pont du Gard. Ces images sont exposées, pendant le Festival, à la Chartréuse de Villeneuve-lès-Avignon.

**Toute image
a droit à la vie**

Le Français Jean-Louis Garnier nous rappelle que le pont du Gard est comme tout monument célèbre sert chaque jour que Dieu fait d'arrière-décor aux photos de famille, d'amoureux, de voyages. nous donne une photo d'un jeune couple souriant sur fond de pont du Gard, entre deux photos de jeunes couples souriants sur fond de Notre-Dame de Paris et pyramide du Louvre. C'est un étape sans plus. Les photos sont super-moches, c'est le fin du fin.

Le Français Christian Milot n'offie place l'un contre l'autre un ché bien quelconque et la réduction d'une toile d'Hubs Robert représentant le pont, sur même angle. Randy Sharpe, Canadien né en Allemagne, a branché, a colonisé des clichés écrit dessus, un stylo feutre, pensés. Tom Dralos, tchécoslovaque, vu qu'une arche est ronde comme une orange, comme un crâne, il donne un montage de 17 photos qui alternent les vues d'arches et celles d'une boule qui effie.

Knut Wolfgang Maron, mand, cède à la mode polariste : photos de la rivière, des berges, plantes, prises nous dit-il des opérations délibérées du flow on dominantes véritables. Maron nous dire qu'un photographe libre, que toute image a droit vie, que chacun peut y trouver. Il a raison cet homme.

Philippe Martinez, français, Mimmo Jodice, italien, plus jeune, présentent des photos blanc, qui sont des vues brées. Martinez cadre des d'architecture qui indiquent mathématique, la dynamique interne du pont que Jodice a dû en voir de près, dans un

qui passe, le temps des visiteurs, celui des métayers d'alentour, et le simple temps des saisons, des heures. C'est intéressant, et néanmoins aussi futile, aussi inopérant, que les emplois plus farfelus, qui précèdent.

L'exposition étant située loin de l'entrée, oblige le visiteur à traverser ou longer la maison du procureur ou longer la clocher, la mausolée d'Innocent VI, le cloître de l'église, la salle capitulaire, les cellules du sacristain, du sous-sacristain, du père chartroux, le cloître du cimetière, pour atteindre enfin la salle dont l'affectation d'autrefois n'est pas dite, avant de traverser au retour la chapelle des morts, la chapelle des froques, le cloître de Saint-Jean, la boulangerie, l'hôtelier, la cave dite du pape, et le magasin à vins. Jamais exposition a-t-elle permis un itinéraire si exaltant ?

MICHEL GOURNOT

MUSIQUES

Pour rendre hommage à Pierre Barbizet, ses amis ont franchi les incendies de forêt

SALON

de notre envoyé spécial

du côté de la Barben où l'on s'efforçait de sauver les animaux du feu, un nuage de fumée barrait le ciel, le mistral déchaîné attisait les flammes. Au château de Salon, on rendait les amis de Pierre Barbizet. On s'était donné rendez-vous pour célébrer le merveilleux pianiste marillais mort récemment. Dans la cour médievale de l'Empéri, François Truffaut, fondateur du Festival méditerranéen, rappelle tout ce que cette manifestation, qui s'étend aujourd'hui de Perpignan à Nice, devait à son « père spirituel » Pierre Barbizet qui avait dit, il y a quinze ans :

« Votre entreprise est complètement folle, mais je serai à vos côtés pour qu'elle réussisse », et il ne ménagea rien pour tenir parole.

C'est un élève de Barbizet, Ludovic Selmi, qui joue à sa mémoire le *Choral « De Profundis »* de Bach, où la tristesse, l'émotion, baignent chaque note jouée par ce grand garçon qui a réalisé lui-même cette transcription de l'orgue. Il interprète ensuite *Méphisto-Valse* de Liszt avec un frémissement et une intuition rares, qui renouvellent l'intérêt de ce long poème, même s'il paraît encore un peu tendre pour dominer entièrement un tel cheval de bataille.

Pascal Rogé n'a pas choisi à dessein la *Sonata Appassionata*, mais

tempête qui souffle dans l'œuvre de Beethoven ressemble furieusement à ce mistral tourbillonnant dans la vieille cour, s'arrêtant pour un bref répit, puis redoublant de violence. Assis loin du piano, le corps plié, le visage proche du clavier, Pascal Rogé déploie une grande puissance, bâtit à chaud et à plâtre cette sonate à perdre le souffle qu'il marque de sa forte personnalité, en accusant à l'extrême le caractère prométhéen.

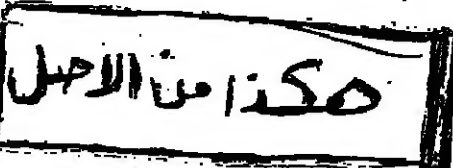
Après l'entracte, Dalberto avec Rogé, pour quelques *Liebesliederwalzer* de Brahms, puis avec Catherine Collard pour la *Sonate en ut majeur* de Mozart, font revivre ces fêtes à quatre mains entre amis et collègues qu'adorait Barbizet. A ce jeu-là, Dal-

berto et Collard se montrent inéga-
lables avec leurs doigts de fée, leur
toucher de satin, leur brio étincelant
et désinvolte, leurs dégradés sonores
à pleurer ou à rire. Gageons que
Morag n'aurait su mieux faire.

JACQUES LONCHAMPT

► Le Festival méditerranéen sera à Perpignan lundi 16 juillet, pour la finale du Concours international de chant de Paris, qui réunit soixante-douze candidats de vingt-sept pays; mardi 17 et jeudi 19 juillet pour deux représentations exceptionnelles des *Capulets et Montaigu*, l'opéra de Bellini, au Palais des rois de Majorque.

هكذا من الاجل



10 Le Monde • Dimanche 15 - Lundi 16 juillet 1990

AGENDA SAMEDI 14 JUILLET

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

SAMEDI

Restauration de la Cinéma-thèque Française : la Mort de Marat (1897), de Louis Lumière ; la Mort de Robespierre (1897), de Louis Lumière ; l'Affaire du collier de la reine (1912), de Camille de Morlhon ; la Marseillaise (1912), d'Étienne Arnaud ; Madame Sans-gêne (1911), d'André Calmette, 15 h ; Cinéma d'Europe centrale : le Professeur Hannibal (1956, v.o. s.t.f.), de Zoltan Fabri, 17 h ; Cinéma d'Europe centrale : le Chef d'orchestre (1978, v.o. s.t.f.), d'Andrézej Walda, 19 h ; Cinéma d'Europe centrale : la Princesse (1982, v.o. s.t.f.), de Pal Erdos, 21 h.

DIMANCHE

Jocelyn (1922), de Léon Poirier, 15 h ; Cinéma d'Europe centrale : le Prince Bayaya (1950), de Jiri Trnka ; le Cirque joyeux (1950), de Jiri Trnka, 17 h ; Cinéma d'Europe centrale : les Fils du Danube (1958, v.o. s.t.f.), de Liviu Ciulei, 19 h ; Cinéma d'Europe centrale : Sans Anesthésie (1977-1978, v.o. s.t.f.), de Andrzej Walda, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-29)

SAMEDI

Le Cinéma des pays nordiques : les Enfants de l'hiver (1978, v.o. s.t.f.), de Lars Hennings-Jensen, 14 h 30 ; Café Krane (1981, v.o. s.t.f.), d'André Hennings-Jensen, 17 h 30 ; Adalen 31 (1969, v.o. s.t.f.), de Bo Widerberg, 20 h 30.

DIMANCHE

Le Cinéma des pays nordiques : Un crime (1940, v.o. s.t.f.), d'Anders Hennings-Jensen, 14 h 30 ; la Petite Ida (1981, v.o. s.t.f.), de Lars Hennings-Jensen, 17 h 30 ; l'Homme qui pensait des choses (1969, v.o. s.t.f.), de Jens Ravn, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

DIMANCHE

De Gaulle à l'écran : 1968 : les lacunes de la censure ; Conférence de presse du 9 septembre 1968, 14 h 30 ; Paris, 30 mai 1968 (1985) de Maurice Dugowson, 18 h 30 ; le Fond de l'air est rouge (1977) de Chris Marker, 14 h 30 ; Charles de Gaulle (1980) de P. Lévy et P.-A. Boutang, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : UGC Emmanuelle, 8 (45-63-16-16).

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Ég., v.o.) : Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Emmanuelle, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-94) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

ALWAYS (A., v.f.) : Miramar, 14 (43-20-89-52).

APARTMENT ZERO (Brit., v.o.) : Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-33) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathe Wepler II (ex-Images), 18 (45-22-46-01).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

BEST OF THE BEST (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

BLACK RAINBOW (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathe Hauteville, 6 (45-32-75-32) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Clichy, 18 (45-22-46-01).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Fauvette, 13 (43-31-80-74) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 11, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 12, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 13, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 14, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 15, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 16, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 17, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 18, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 19, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 20, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 21, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 22, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 23, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 24, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 25, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 26, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 27, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 28, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 29, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 30, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 31, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 32, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 33, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 34, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 35, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 36, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 37, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 38, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 39, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 40, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 41, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 42, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 43, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 44, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 45, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 46, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 47, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 48, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 49, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 50, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 51, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 52, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 53, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 54, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 55, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 56, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 57, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 58, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 59, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 60, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 61, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 62, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 63, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 64, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 65, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 66, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 67, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 68, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 69, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 70, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 71, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 72, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 73, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 74, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 75, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 76, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 77, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 78, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 79, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 80, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 81, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 82, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 83, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 84, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 85, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 86, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEM

Mobilisation dans le Sud-Ouest

Réserves d'eau et pollution :
le Sud-Ouest a pris conscience
de l'urgence. Il faut redoubler
d'efforts et mobiliser les éner-
gies, rivière par rivière.

de notre correspondant

Après vingt ans d'action, l'Agence de bassin Adour-Garonne estime

Un cas : le fleuve Garonne

tubes de collage de Montbel alimentent pour partie la façade atlantique de la région. Mais ces efforts

Trop de rivières sont encore gravement polluées. Entre autres, la Garonne, en aval de Saint-Gaudens et sur une trentaine de kilomètres en aval de Toulouse, créant des problèmes d'alimentation en eau potable pour les cantons centre et nord de la ville. Si des efforts ont été faits pour améliorer la qualité des eaux.

GÉRARD VALLÈS

L'Agence de bassin Adour-Garonne est un établissement public sous la tutelle du ministère de l'environnement, mais financièrement autonome.

En vingt ans, l'Agence a distribué 2 912 millions d'aides diverses. Elle établit des plans quinquennaux. Le cinquième programme se terminera en 1991.

J'ÉTAIS AU CHÔMAGE. ET BIEN DEPUIS
QUE JE TRAVAILLE AUX THERMEJ, ÇA VA MIEUX.

PERLIN

du conseil général, Jean Cluzel, et le président du conseil régional d'Au-

de notre correspondant

Noire-Dame-des-Naufrages ne sait pas non plus que la route qui mène à la pointe se termine par un énorme parking de bitume rouge, écorchant un peu plus le caractère sauvage des lieux s'il était besoin.

« *Plutôt un aérodrome* », estime Bernard Gérard. Côté écologique, c'est un désastre. Côté financier, c'est le « jackpot ». Et cela fait du bien au budget de Plogoff, car le parking en question est payant. Rapport ? « *Cela dépend des années* », répond évasivement le maire Nicole Perleux. En fait, ce sont en moyenne 100 000 francs par an que rapporte le parking.

Il n'en demeure pas moins que

Le syndrome de Plogoff

L'objectif est triple. Une « restauration biologique » d'abord par la reconstruction du tapis végétal. Une restauration esthétique ensuite : Conservatoire prévoit un parking moins voyant, gratuit et un autre payant (celui-là plus proche du site), de manière à ne pas supprimer complètement l'accès à l'Alouette. On acquit. Mais il faudra marcher davantage. Dernière opération : le centre commercial (estimé à 12 millions de francs) sera reconstruit en retrait. Ce sera le point le plus délicat. La pointe du Raz a été classée par décision ministérielle en novembre 1989 « grand site national » en raison de son caractère géologique, d'un ou Gavraine. Et cela doit permettre de libérer des fonds.

GABRIEL SIMON

La Bresse à sa route

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier joue à voiture électrique

La ville de Montpellier vient d'acquiescer pour 120 000 francs une voiture électrique de marque «Volta» fabriquée à La Rochelle. Conçue à partir d'une base de 205 Peugeot, mais plus proche esthétiquement d'une Renault Espace, ce véhicule d'une charge utile de 400 kilos a une autonomie de 80 kilomètres pour une vitesse maximale de 80 kilomètres à l'heure. C'est peu, mais suffisant pour une utilisation urbaine quotidienne. Il suffit de recharger les batteries pendant la nuit, sa consommation en électricité étant négligeable.

**PROVENCE-ALPES-
COTE D'AZUR**

L'annonce de la décision de la fermeture de l'école (qui compte aujourd'hui 63 élèves de la maternelle au cours moyen) avait suscité de nombreuses réactions et motivé la visite, le 17 février dernier, d'un inspecteur général de l'Education nationale.

MOULINS
de notre correspondant

Plus question de se lamenter sur les visites de M^{me} de Sévigné, ou le titre de reine des villes d'eau décerné par Napoléon III. Les eaux continueront à couler et soigner le foie, le tube digestif et les rhumatismes, mais 550 hectares de verdure, blottis au cœur de la ville, et la campagne bourbonnaine se prêteront désormais au combat contre le vieillissement et pour la remise en forme. Un crâneau qualifié de porteur par la Compagnie fermière de Vichy (CFV). Le maire, Claude Mahurel (ancien secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme), l'espère sauveur pour sa ville.

Partnering

Une situation logique, incontournable. Même, selon Claude Malhuret. La décolonisation joua un mauvais tour à la ville, la privant de ces nombreux Français établis hors de la métropole et qui venaient en Bourbonnais effacer quelques repas trop épicés. Le dynamisme des cités thermales du soleil et le vieillissement du parc hôtelier ont accru les handicaps.

Deux opérateurs principaux s'associent aujourd'hui pour la relance :

Remise en forme

Le second axe du protocole comprenait la réalisation d'un « Espace-santé-beauté » intégralement financé

par la CFV. Dû à l'architecte Jean Nouvel, le premier projet a tourné court. Attaqué pour différentes

questions de procédure, le permis de construire a été annulé et un nou-

veau projet « plus léger » vient d'être déposé.

« La vocation n'est pas modifiée », explique Daniel Solari, directeur du marketing de la CFV. « Un hôtel quatre étoiles du centre-ville de Paris est relié au centre lui-même : balnéothérapie, remise en forme et beauté. « Une structure unique au monde en raison de l'approche médicalisée des activités », explique-t-on. Elaboré par un collège de professeurs de médecine, le projet s'adresse à une clientèle aisée, cadres supérieurs et professions libérales notamment. Les « pensionnaires » disposeront d'un complexe de piscines chauffées, de courts de tennis Vichy, Serbanettes. Les travaux d'un golf de vingt-sept trous et d'un complexe de tennis débutent dans quelques mois. Le projet est financé par Mac Cormack avec la CFV.

« Nous voulons jouer notre rôle dans ce développement », déclare Claude Malhuret, qui a choisi dans un premier temps la carte de l'équipement en accordant des prêts bonifiés et des garanties d'emprunts aux hôteliers. Douze d'entre eux ont déjà engagé des travaux et la ville s'investit directement dans la restauration du grand hôtel thermal pour en faire un établissement de prestige quatre étoiles à l'enseigne Pullman. « Nous devons être prêts à accueillir la nouvelle clientèle ».

Autres projets : un palais des congrès de mille cinq cents places doté d'un centre d'affaires. La ville entend aussi cultiver le versant culturel. Désormais propriétaire du Grand Casino, dont la rénovation piétine, elle a revu la programmation : au programme lyrique des dernières années succèdent des manifestations plus diversifiées et étalées dans le temps. Parmi les partenaires figure toujours la CFV...

JEAN-YVES VIF

Cette page a été réalisée avec nos correspondants : Christine Duret, Jacques Monin et Michel Vivès.

Coordination: Yves Agnès.

ÉCONOMIE

Après son OPA sur Motel Six

Accor devient un des premiers groupes hôteliers mondiaux

s'étant développées essentiellement par ce moyen (1).

Innovation, le développement international ne se fait pas sur le « haut de gamme », où l'on progresse par unités. L'hôtellerie économique est entrée dans la phase de la standardisation. Le groupe Accor, avec d'autres, mais plus systématiquement, s'y est lancé en France avec les hôtels Ibis (deux étoiles), qu'il étend en Europe, puis avec les Formule 1 (plus économiques), encore limités à l'Hexagone, mais déjà reproduits à 150 exemplaires.

Un enjeu de compétition ?

Ce « crâneau » promoteur évalué à 250 000 chambres pour la France) et profitable (un taux de remplissage de 86 % au bout de deux ans et un taux de rentabilité de 16 % au lieu de 10 % pour les deux-trois étoiles) va-t-il devenir maintenant un enjeu de compétition internationale ?

Accor a déjà tenté d'installer la chaîne Ibis aux États-Unis. Mais,

opérant sur une petite échelle, il n'avait réussi qu'à ouvrir une poignée d'établissements, qu'il a dû revendre cette année. Ses responsables ont tiré les leçons de cet échec en achetant une importante chaîne « autotourne », « seul moyen de réussir, mais coûteux », de l'avis de responsables du groupe.

Mais le rachat de Motel Six va constituer une autre expérience pour les dirigeants du groupe, puisqu'ils laissent en place la direction et le management de la chaîne. Habités à être à la fois propriétaires et gestionnaires, ils vont devoir se contenter de la première tâche.

GUY HERZLICH

(1) L'an dernier, la revue *Hotels and Restaurants International* classait au neuvième rang sur les bases 1988, derrière Holiday Inn (361 000 chambres, 1 868 hôtels et un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de dollars), Sheraton (465 hôtels, 133 000 chambres), Marriott (118 000 chambres, 769 hôtels, un chiffre d'affaires de 3,1 milliards de dollars), Quality Inn (112 000 chambres, 978 hôtels, 1,34 milliard de dollars).

Nouvelle expérience

Aujourd'hui, ils estiment l'être aussi en termes de propriété, avec près de 132 000 chambres, devant Marriott (109 600) et Hyatt (78 000), et les seconds, avec 48 000 chambres, derrière Holiday Inn, si l'on compte les « franchisés » (les chaînes américaines

La bonne fortune de KKR

NEW YORK

L'annonce du rachat de la chaîne américaine Motel 6 n'aura pas été une surprise pour tout le monde. Dès le jeudi 12 juillet, le cours de l'action avait subitement grimpé de 2,625 points pour s'établir à 19,25 dollars sans raison apparente. Le lendemain, on savait pourquoi.

A première vue, pour les spécialistes new-yorkais, Accor a fait plutôt une bonne affaire en achetant sur la table de nuit 1,3 milliard de dollars pour prendre le contrôle de la première chaîne américaine dans sa catégorie, sans doute la moins chère du marché, et celle qui enregistre la croissance la plus régulière au fil

des ans. Reste que si Motel 6 a effectivement vu ses revenus passer de 228 millions de dollars en 1984 à 475 millions escomptés pour cette année et son bénéfice d'exploitation grimper de 122 à 216 millions dans le même temps, la société souffre d'un très important endettement.

Le grand gagnant

Mais, pour certains, le grand gagnant de l'opération reste le groupe KKR (Kohlberg, Kravis, Roberts and Co) qui détenait jusqu'à hier un peu plus de 50 % de Motel 6, le reste du capital étant réparti dans le public. KKR avait racheté cette entreprise en 1985

pour un total de 881 millions de dollars dont 125 millions sous forme d'échanges de titres. Le reste, soit 756 millions, était de la dette, laquelle a atteint 935 millions de dollars fin 1989 au vu du bilan annuel. D'où l'intérêt de la cession.

Embarqué dans les difficultés de RJR Nabisco, la plus grosse opération de LBO (Leveraged Buy Out) réalisée à ce jour (25 milliards de dollars), également par endettement, KKR a vendu Beatrice à la société ConAgra, tout en mettant aux enchères sa participation de 50 % dans Union Texas Petroleum. La vente de Motel 6 n'est qu'une troisième coincidence.

SERGE MARTI

Selon les chiffres définitifs de l'INEDIC

415 000 emplois salariés ont été créés en 1989

Les chiffres définitifs sont arrêtés. 415 000 emplois salariés supplémentaires ont été créés en 1989, selon la note annuelle de l'INEDIC. En douze mois, la hausse a été de 3,15 %, bien supérieure aux 2,3 % de 1988, déjà exceptionnelle. Il faut remonter au début des années 70 pour retrouver de telles augmentations.

Déjà sensible l'an passé, le redémarrage de l'industrie, à nouveau créatrice nette d'emplois, est confirmé. Avec le recul, les experts du régime d'assurance-chômage considèrent même que l'ampleur du tournant est impressionnant. Désormais, et pour la première fois depuis 1976, les entreprises de plus de 500 salariés accroissent leurs effectifs de licenciement massivement. Elles étaient collectivement responsables de l'aggravation du chômage, tandis que les entreprises les plus petites étaient les seules à dégager un excédent de postes de travail.

Cette fois, le dynamisme est tel que la progression enregistrée dans les entreprises de moins de 10 salariés est inférieure à la moyenne. Le *small is beautiful* de ces dernières années se trouve relégué au deuxième rang par les performances de la croissance. Toutes les régions françaises profitent de la manne puisqu'aucune d'entre elles n'a perdu des emplois au cours de l'année écoulée. Un seul département connaît une évolution négative.

Ariège, sans doute ébranlé par les difficultés de l'industrie locale du textile.

Comme à chaque parution des données fournies par l'INEDIC, la comparaison s'impose avec les évaluations de l'INSEE. Celles-ci, ordinairement plus faibles, sont établies sur la base d'une enquête trimestrielle, alors que les résultats obtenus par l'INEDIC le sont à partir des rentrées des cotisations versées par les entreprises assujetties.

En reprenant ses calculs pour les appliquer au champ d'observation de l'INSEE, et en limitant l'effet des stagiaires d'initiation à la vie professionnelle, l'INEDIC aboutit à une croissance de l'emploi de 2,3 % en 1989, égale à 326 000 postes supplémentaires. Dans sa dernière note de conjoncture, l'INSEE estimait que la hausse avait été de 2,1 %, soit 287 000 salariés supplémentaires dans les secteurs marchands non agricoles.

Pour l'emploi total, regroupant salariés et non-salariés, l'augmentation était de 1,3 %, soit 276 000 emplois occupés. Une différence de 0,2 point subsiste donc, alors que l'INSEE avait réévalué son appréciation de 0,4 point en mai dernier, pour se rapprocher de l'INEDIC.

Toutefois, l'INSEE et l'INEDIC sont tombés d'accord pour considérer que l'emploi avait crû de 0,6 % au premier trimestre de 1990.

ALAIN LEBEAUME

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

JEAN-MICHEL NORMAND

Dans l'attente d'une solution

Suspension totale d'activité de la société de bourse Tuffier

La Société de Bourse Tuffier Ravier Py et Associés sera-t-elle conduite au dépôt de bilan dans les prochains jours faute de repreneurs et si la Caisse centrale des banques populaires (CCBP) ne fait pas un geste rapide ? Tout le monde pense dans la soirée du 13 juillet après la diffusion successive de deux communiqués par le Conseil des bourses de valeurs.

L'organisme chargé de réglementer le marché financier décidait dans un premier temps « par mesure d'urgence » de « prononcer la suspension totale d'activité » de cette firme pour une durée de trois mois. Un autre communiqué publié vers 20 heures indiquait que ces mesures avaient un caractère « technique et conservatoire » et que le CBV se réunirait mardi 17 juillet « pour examiner les mesures que la société et les actionnaires lui présenteront ».

Si les candidats à la reprise ne se

sont pas bousculés cette semaine, seul le britannique Commercial Union se serait montré un moment intéressé. Il reste à connaître la décision de la CCBP, principal actionnaire (12,4 %) après les dirigeants, et surtout partager le sort de cette société de Bourse. Une reprise par cette banque éviterait tout dépôt de bilan. Jusqu'à présent, elle ne semble pas avoir eu envie de franchir le pas. Une réunion des instances de cette banque serait prévue mardi pour arrêter une position définitive. En cas d'échec de cette ultime solution, le Fonds de garantie des Sociétés de bourse créé en 1988, sera mis à contribution pour la première fois. L'indemnisation globale prévue lors d'un tel sinistre est de 200 millions de francs. Les clients ayant un compte en titres bénéficient d'une garantie allant jusqu'à 2,5 millions de francs et 500 000 francs pour les espèces.

D. G.

Les élus du pays d'Aix mènent la fronde contre le tracé du TGV

MARSEILLE

de notre correspondant

L'atmosphère était chaude à l'hôtel de ville d'Aix-en-Provence à la veille de la fête nationale quand le maire, M. Jean-François Picheral (PS), entouré des élus du pays d'Aix (Venelles, Egulxelles, Saint-Cannat et Ventabren) a tenu à dire « non » au passage du TGV sud-est dans le nord des Bouches-du-Rhône.

« Le tracé qu'on nous propose est inacceptable pour la branche qui d'Avignon rejoindrait Fréjus », a dit le maire d'Aix. Le conseil municipal avait, à l'unanimité, accepté au début de l'année le projet, mais non moins unanimement refusé le tracé de référence de la SNCF qui risquait de masquer le nord du pays d'Aix.

« Nous sommes le 15 juillet, ajoute le maire, et nous n'avons toujours pas la réponse de la SNCF qui doit remettre très bientôt au gouvernement son projet. D'accord sur le principe de la branche Marseille du TGV sud-est, d'accord pour une gare sur le site du futur technopôle de l'Arbois ; mais nous faisons du retrait de toute discussion ». Le maire d'Aix s'appuie sur une étude d'impact que la muni-

cipalité a demandé au bureau d'études SETEX. Elle fait état de la destruction ou de la gêne de 273 maisons d'habitation, de 65 hectares de vignoble AOC, 92 hectares de forêt, dix exploitations agricoles, 17 bâtiments industriels ou artisanaux et 117 hectares de labour ainsi que 12 châteaux ou bastides qui auraient à pâtir du passage du TGV.

« Voilà pourquoi nous disons non, affirme M. Picheral. On ne traverse pas la Provence comme la Beauce ».

JEAN CONTRUCCI

Un nouveau président du Conseil supérieur de la plaisance. M. Thierry Lajoie vient d'être nommé président du conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques par un décret paru au Journal officiel du 13 juillet, en remplacement de M. Roland Nungesser, député RPR du Val-de-Marne et maire de Nogent-sur-Marne. Né en 1961, M. Thierry Lajoie est diplômé d'études supérieures de droit. Depuis 1979, il a été successivement collaborateur de M. Bérégovoy et de M. Fabius. Il est conseiller auprès du ministre de la mer, M. Jacquot Mollick.

Présomption de délit d'initié dans la fusion GTE-Contel Corp. - La fusion des groupes de télécommunications GTE et Contel Corp., constituant un nouveau géant américain du téléphone (le Monde du 14 juillet) aurait donné lieu à des décrets d'initié, selon la Securities Exchange Commission (SEC). L'organisme a décidé vendredi 13 juillet l'ouverture d'une procédure judiciaire. Les décrets visent seraient susceptibles d'avoir permis à des auteurs de dévaliser un profit de 1 million de dollars (5,5 millions de francs) pour un investissement initial de 205 125 dollars (1,12 millions de francs).

Financement de la Sécurité sociale et inégalités

Le casse-tête de la contribution sociale généralisée

La mise au point définitive de la future contribution sociale généralisée (CSG) ne sera finalement réalisée qu'en septembre prochain. Au-delà des nombreuses difficultés techniques rencontrées, les enjeux sociaux que recouvre ce nouveau prélèvement, dont l'effet redistributif sera non négligeable, incitent le gouvernement à la prudence.

En décidant de mettre en chantier une contribution sociale généralisée sur tous les revenus, le gouvernement a mis le doigt dans un engrenage qui a quelque chose de diabolique. A mesure qu'avancent les discussions interministérielles, l'élaboration de cet instrument destiné à répartir le financement de la Sécurité sociale se révèle chaque jour un peu plus complexe. Alors que le cahier des charges impose de satisfaire des objectifs souvent contradictoires, les différents paramètres en cause sont nombreux et interdépendants.

La CSG, qui ne devra en aucun cas augmenter le niveau général des prélèvements obligatoires, est supposée alléger substantiellement les cotisations pesant sur les salariés du bas de l'échelle. Pour éviter l'écroulement des cadres, mais aussi les revenus de remplacement (allocations chômage, pensions de retraite) qui seront désormais mis à contribution.

L'amorce d'un rééquilibrage

Les réajustements ont d'autant plus de poids qu'il convient de tenir compte de l'impact de la fiscalité directe et de la multiplicité des régimes sociaux. Pour toutes ces raisons, le gouvernement n'envisage plus de présenter son projet lors d'un conseil des ministres mais de juillet et table désormais sur le mois de septembre. Ce laps de temps doit être mis à profit pour ajuster les arbitrages entre ministères et mener à bien une concertation avec les députés

socialistes. Sujet à hauts risques, la CSG présente malgré tout deux avantages conséquents. En premier lieu, sa création permet d'amorcer un rééquilibrage du financement de la protection sociale qui, depuis quarante-cinq ans, repose presque uniquement sur les revenus salariaux. Or les hausses successives de la cotisation d'assurance-vieillesse - qui assure le besoin de financement le plus important du régime général - ont non seulement pesé sur l'emploi par le renchérissement du coût du travail, mais également pénalisé les bas salaires.

Cette cotisation étant en effet plafonnée (elle est prélevée en dessous du plafond de la Sécurité sociale qui atteint 10 800 francs mensuels), toute hausse de son taux est, proportionnellement, davantage ressentie par les basses rémunérations.

Exonérations pour les plus bas revenus

Les récents travaux de l'INSEE comme du CERC (Le Monde du 4 juillet) ont d'ailleurs fait apparaître que l'augmentation d'un point de cette cotisation a totalement, voire totalement, « mangé » la progression du SMIC et des bas salaires en 1989. En revanche, un prélèvement assis sur l'ensemble des revenus permet une répartition moins inégalitaire des efforts.

En second lieu, les ressources nouvelles dégagées par cette contribution (une CSG au taux de 1 % rapporte 33 milliards de francs par an) autorisent le gouvernement à accorder un « plus » aux bas et moyens salaires. Le niveau global des prélèvements obligatoires devant demeurer inchangé, la CSG permet mécaniquement de réduire de 1,6 point la cotisation d'assurance-vieillesse des salariés. Pour ceux qui perçoivent une rémunération inférieure au plafond de la Sécurité sociale, le gain serait donc de 0,6 point de pouvoir d'achat : le manque à gagner de la CSG serait plus que compensé par la baisse de la cotisation plafonnée.

In fine, les salaires inférieurs à un seuil situé aux alentours de 15 000 francs mensuels seraient bénéficiaires de l'opération alors que les rémunérations plus élevées devraient consentir un effort supplémentaire. Toutefois, ce raisonnement ne tient pas compte des revenus non salariaux qui seront eux aussi soumis à la contribution sociale généralisée.

En raison de la forte progressivité de la fiscalité directe et pour garantir les effets redistributifs de la CSG, cette dernière ne sera pas déductible de l'impôt sur les bas et revenus. L'effet positif sur les bas et revenus sera directement moyenné au taux qui sera retenu. Celui-ci sera compris entre 1 % et 1,3 %. Par ailleurs, il est également acquis que la contribution générale aura un caractère fiscal et sera votée chaque année par le Parlement.

Prélevée à la source par les URSSAF sur les revenus salariaux et par le fisc sur les revenus du capital, elle sera exigible au premier franc, mais certaines exonérations sont envisagées, notamment pour les bénéficiaires du RMI, les retraités non imposables ou les chômeurs percevant une allocation inférieure au SMIC.

Si l'actuel prélèvement « exceptionnel » de 1 % sur les revenus du capital (2,9 milliards de francs) sera absorbé par la CSG, la logique voudrait qu'il en aille de même pour la contribution de 0,4 % pour la contribution de 0,4 % sur le revenu imposable affectée à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTV). Toutefois, rien n'est encore décidé. Maintenir le 0,4 % entraînerait d'ailleurs l'effort demandé aux cadres et aux revenus moyens soumis à l'impôt sur le revenu, mais s'en priver constituerait un important manque à gagner pour la CNAVTV.

La répartition du produit de la CSG continue également de faire débat. Proposée par le ministère des finances, l'idée d'un « fonds de solidarité » regroupant le produit de la CSG et les lignes budgétaires destinées à financer certaines prestations de solidarité a été écartée.

La solution retenue devrait être plus proche du système de vases communicants avancé par M. Claude Evian, ministre de la solidarité.

Il s'agirait de verser la CSG à la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) qui, en contrepartie, réduirait à due concurrence les cotisations des entreprises. Mais comme il n'est pas question de profiter de l'occasion pour diminuer globalement les charges des employeurs, ces derniers seraient soumis - également à due concurrence - à une nouvelle cotisation vieillesse, déplaçant cette fois.

Les vases communicants

Inconvénient : en raison de l'imbrication des différents organismes sociaux, le régime général d'assurance-vieillesse ne peut récupérer suffisamment d'argent. Il faudrait alors faire en sorte qu'une partie de ces fonds destinés à financer des dépenses de solidarité (la validation des droits à la retraite pour les chômeurs, par exemple) soient directement ou indirectement orientés vers l'assurance-vieillesse.

Mécanisme complexe aux allures technocratiques, la CSG risque de ne pas être très populaire. Même inédit, l'instrument de financement de la Sécurité sociale suscite rarement un enthousiasme spontané... En outre, les syndicats - hormis la CFDT - sont plus ou moins hostiles à ce projet qui leur fait craindre une fiscalisation rampante de la protection sociale.

Aussi, le gouvernement insiste beaucoup sur la baisse de la cotisation d'assurance-vieillesse. Cet allègement, qui devrait procurer un gain de pouvoir d'achat à une majorité de salariés, risque pourtant d'aller à contre-courant du discours pédagogique que les pouvoirs publics entendent tenir sur l'avenir des retraites dont le déficit, rappelé-ils, ira croissant dans les prochaines années. Décidément, avec la CSG, rien n'est simple...

JEAN-MICHEL NORMAND

سكزا من الاميل

صلى الله عليه وسلم

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 9 AU 13 JUILLET

NEW-YORK

PARIS

Sans flonflons

INDICE CAC 40
-0,18 %

« Pessimisme tempéré », « situation inconfortable », « vigilance », les réflexions des gestionnaires de cette semaine étaient plutôt dé-sabées même si ce vendredi 13 leur a souri. La performance (+1,17 %), enregistrée au cours de cette journée redoutée par de nombreux superstitieux, a permis d'effacer la quasi-totalité des pertes enregistrées au cours des premières séances, mais pas l'intégralité. L'indice CAC 40, en s'inscrivant à la clôture des transactions à 1998,34, demeure inférieur de 0,18 % par rapport à son niveau du vendredi précédent. Au terme de ces cinq journées, la place française, dans un marché peu actif, n'est pas parvenue à inverser la tendance et à remonter la pente où l'a entraîné le coup de déprime des premiers jours du mois (-1,7 % entre le 2 et le 6 juillet). De ce fait, elle reste pour la deuxième semaine consécutive sous son seuil de la fin 1989 avec un solde négatif de 0,14 %.

Les deux premières journées furent placées sous le signe de la baisse (-0,59 % et -1,36 %) et la relative fermeté de Wall-Street ne parvenait pas à révo-guer les intervenants. Un timide

redressement s'amorçait dès mercredi (+0,39 %) se poursuivait le lendemain (+0,23 %) avant de s'accroître ensuite. Si l'enquête de l'INSEE publiée et prévoyant la reprise d'une croissance modérée de l'économie française de 3,2 % cette année a été bien accueillie, le coup de fouet décisif est venu le même jour des Etats-Unis. Une simple phrase de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale (FED) sur un assouplissement de la politique monétaire américaine a provoqué une vive hausse de la Bourse de New-York (+1,27 %) et une baisse des taux américains à long terme. Cette flam-bée a fait tache d'huile en France vendredi où, après avoir progressé jusqu'à 1,34 %, l'indice CAC 40 terminait sur un gain de 1,17 %. Feu de paille ou amorce d'une reprise d'été?

Rarement pourtant une semaine de juillet aura été aussi riche en événements des plus divers tant sur le règlement mensuel que sur le second marché.

46 % de prime pour Dumez

L'annonce la plus spectaculaire restera la fusion-surprise entre la Lyonnaise des Eaux et Dumez donnant naissance à un nouveau géant européen dans le secteur des services et du BTP dont le

chiffre d'affaires atteint les 82 milliards de francs. MM. Jérôme Monod et Jean Paul Parayre, présidents de ces deux sociétés, ont présenté, mercredi, ce nouvel ensemble rebaptisé Lyonnaise des Eaux-Dumez et les parités d'échange retenues. Les actionnaires de Dumez recevront quatre titres Lyonnaise des Eaux-Dumez pour trois des leurs, ce qui constitue une prime instantanée de 46 % par rapport aux derniers cours cotés (702 francs pour la Lyonnaise et 641 francs pour Dumez). La réaction ne s'est pas fait attendre. Dès jeudi, à la reprise des négociations, le titre Dumez s'enflammait, s'appréciant finalement de 19,81 % et terminant à 768 francs avec 1 million de titres échangés. A l'inverse l'action Lyonnaise des Eaux se dépréciait de 14,25 %, revenant à 602 francs avec 1,2 million de titres traités.

Autre flambée spectaculaire sur le marché à règlement mensuel, celle de la Bafip dont le titre s'est envolé mardi de 21,18 % dans la perspective d'une OPA amicale lancée sur elle par la Bafip une banque contrôlée elle-même par le Crédit lyonnais via Altus Finance. La Bafip a donc décidé de lancer une offre d'échange sur Caliphos, le holding de tête de la Bafip, et sur cette dernière elle-même. Si le prix d'offre proposé pour acheter les

titres Caliphos négociés au hors cote était connu dès le début de semaine (220 francs par titre), il en allait différemment pour celui proposé pour la Bafip, les spéculations faisant grimper le titre dès la reprise des cotations mardi où il cotait à 309 francs. Un communiqué de l'acquéreur potentiel calmait le jeu en précisant que l'offre serait faite à 245 francs par titre. Ce qui entraîna une dégringolade de 13,92 % de l'action le lendemain, à 266 francs.

Le second marché a vécu lui à l'heure de Bernard Tapie Finance. La holding du patron de l'OM, qui ne s'était jamais distingué, en Bourse depuis son arrivée l'an dernier, s'est brutalement réveillée lundi avec l'annonce du rachat d'Adidas. La valeur était incotable à la hausse avec un bond de 14 %. Mais la COB demandait la suspension des transactions en attendant de connaître les modalités exactes de ce rachat. Ce qui théoriquement devrait être fait dès le 16 juillet. A l'inverse, le titre Tuffier et Associés était incotable à la baisse en raison des difficultés rencontrées par cette société de Bourse victime de la baisse de l'activité et de la concurrence acharnée que se livrent les agents de change dans un marché qui se réduit comme une peau de chagrin.

DOMINIQUE GALLOIS

A un cheveu des 3 000 !

INDICE DOW JONES
+2,6 %

Cette fois-ci, on croyait bien y parvenir. Poussé irrésistiblement à la hausse par les propos tenus la veille par M. Alan Greenspan allant dans le sens d'une baisse des taux d'intérêt, Wall Street a filé droit vers le seuil symbolique - et record historique - des 3 000 points. Mais la Bourse de New-York a fait un refus d'obstacle. Le 13 juillet, elle a dû subir des prises de bénéfices motivées par la hausse des cours de la veille puis de la matinée et, au son de cloche final, le Dow Jones se situait à 2 980,20 points, ce qui constitue néanmoins un record. Pour la semaine, la progression de la cote a atteint 75,25 points, soit 2,6 %.

L'autre facteur encourageant de cette fin de semaine aura été la nette remontée du volume des transactions au-dessus des 200 millions d'actions quotidiennes au cours des deux dernières séances. Selon certains professionnels, la hausse aurait dû être plus forte, mais le marché est encore en proie à une dose de scepticisme importante quant à la reprise d'une économie somnolente. Heureusement, l'annonce en cours de journée d'une

augmentation modeste (0,2 %) de l'indice des prix de gros est venue à point nommé pour lever un peu l'hypothèque que la menace inflationniste faisait peser sur la décision de la Réserve fédérale de relâcher le carcan du crédit. Ce que les boursiers vont regarder maintenant à la loupe, ce sont les discussions qui ont repris entre la Maison Blanche et le Congrès pour réduire le déficit budgétaire.

de notre correspondant
SERGE MARTI

	Cours 6-7	Cours 13-7
Alcoa	66 1/2	68 3/4
ATT	38	37 1/4
Boeing	60 1/2	61
Chase Man. Bank	23 5/8	21 1/4
De Pont de Nemours	37 5/8	39 3/8
Eastman Kodak	39 7/8	40 1/8
Exxon	47 3/4	48 1/8
Ford	44	44 1/4
General Electric	40 5/8	41 7/8
Goodyear	29 3/8	29
IBM	118	121
ITT	57 3/8	58 5/8
Mobil Oil	60 5/8	63 3/4
Pfizer	65 7/8	68 3/4
Schlumberger	56 3/8	61 1/4
Texasco	56 1/2	60 1/4
UAI Corp. (ex-Allegis)	152 3/4	160 1/2
Union Carbide	19 3/8	20 1/2
USX	33 1/2	34
Westinghouse	36 7/8	37 3/4
Xerox Corp.	46	44 7/8

TOKYO

Troisième semaine de hausse

INDICE NIKKEI
+0,6 %

La Bourse de Tokyo a progressé au cours de la semaine, dans un marché peu actif et sans orientation, les investisseurs redoutant un éventuel relèvement des taux d'intérêt en dépit du redressement du yen face au dollar.

L'indice Nikkei a enregistré un gain pour la troisième semaine consécutive, s'appréciant de 199,25 yens (+0,6 %) d'un vendredi à l'autre. Le Nikkei avait déjà progressé de 1,6 % la semaine précédente. Le Topix s'est apprécié de 3,64 après une hausse de 20,84 points lors des cinq séances précédentes. Le volume quotidien de transactions s'est contracté à 419,2 millions d'actions en moyenne contre un volume moyen de 463,3 millions auparavant. En valeur, les échanges quotidiens ont représenté 882,72 milliards de yens. Le dollar s'est replié sur le marché des changes de Tokyo vendredi, à son plus bas niveau depuis quatre mois et demi, à 147,42 yens en baisse de 3,53 yens par rapport au vendredi précédent. La Bourse avait débuté

la semaine sur une note mitigée, le Nikkei engrangeant 93,16 yens lundi alors que le Topix s'effritait de 1,79 point. La hausse du Nikkei s'expliquait essentiellement par des achats programmés sur indice, émanant notamment de maisons de courtage étrangères.

Mardi, le marché a atténué son fléchissement (-385,85 yens), les craintes d'un éventuel relèvement du taux d'escompte nippon par la Banque du Japon (BOJ) s'atténuant. A partir de mercredi, le Nikkei n'a connu que des séances de hausse (+141,75 yens mercredi, +281,14 yens jeudi et +69,05 yens vendredi), sous l'influence d'arbitrages.

Indices du 13 juillet : Nikkei : 32 644,37 (contre 32 445,12), Topix 2 369,84 (contre 2 364,20).

	Cours 6 juillet	Cours 13 juillet
Alcatel	1 830	1 810
Bridgestone	1 510	1 520
Cannon	1 900	1 880
Fuji Bank	2 640	2 610
Honda Motor	1 780	1 750
Mitsubishi Electric	2 160	2 160
Mitsubishi Heavy	990	990
Sony Corp.	8 900	9 000
Toyota Motors	2 290	2 270

LONDRES

+1,8 % ↑
Redressement

La Bourse londonienne est parvenue à progresser la semaine écoulée en dépit d'une série impressionnante de révisions en baisse des prévisions de bénéfices des grandes sociétés. Une pause dans la hausse de la livre mercredi et l'annonce vendredi d'une progression de 9,8 % de l'inflation sur un an, égale à l'attente des analystes boursiers, ont cependant permis à l'indice Footsie des cent principales valeurs de clôturer en hausse de 42,2 points (1,8 %) par rapport au vendredi précédent dans un marché relativement peu actif. Ce redressement a permis d'effacer ainsi la perte de 1,45 % enregistrée durant la première semaine de juillet. La forte remontée des cours du pétrole s'est répercutée sur les cours des compagnies pétrolières, qui ont été très demandées vendredi.

Indices «FT» du 13 juillet : 100 valeurs 2 382,2 (contre 2 340,0); 30 valeurs 1 880,1 (contre 1 865,0); fonds d'Etat 78,94 (contre 78,63) et mines d'or 175,7 (contre 180,9).

	Cours 6-7	Cours 13-7
De la Bourse	64 800	64 100
De la Bourse	64 800	64 100
Pétrole (20 b.)	381	387
Pétrole (20 b.)	422	418
Pétrole (20 b.)	378	378
Pétrole (20 b.)	371	367
Souverain	478	480
Souverain	478	478
De la Bourse	2178	2185
De la Bourse	1 280	1 250
De la Bourse	813	856
De la Bourse	13,50	13,50
De la Bourse	11,53	11,77
De la Bourse	12,63	12,83
De la Bourse	451	480
De la Bourse	695	700
De la Bourse	231	231

FRANCFORT

+0,34 % Calme

Après s'être accordé une courte pause et avoir été contrarié par la hausse des taux, le marché de Francfort s'est toutefois raffermi en fin de semaine dans un marché calme.

En fin de semaine, une fois la crainte dissipée de tension sur les taux, un mouvement de reprise a redonné un nouvel élan à la cote. Au terme de ces cinq séances, l'indice instantané DAX a ainsi subi qu'une très légère baisse de 1,47 point à 1 931,33 points, alors que l'indice Commerzbank a clôturé sur un gain de 8,2 points (+0,34 %). Dans l'ensemble, le volume des transactions d'actions sur les huit places boursières allemandes s'est nettement réduit, n'atteignant que 38,3 milliards de DM, contre 44,71 milliards la semaine précédente.

Indices du 13 juillet : DAX, 1931,33 (contre 1932,80); Commerzbank 2363,4 (contre 2355,20).

	Cours 6 juillet	Cours 13 juillet
ABG	305,50	302
BASF	270,80	274,50
Beiersdorf	283	282
Boehringer	301	298,20
Commerzbank	828	828,20
Deutschebank	828	828,20
Hoechst	276,50	274,50
Karstadt	728	742,50
Manneberg	344,50	333,50
Siemens	772,50	769,50
Volkswagen	631,80	634,50

Alimentation

	13-7-90	Diff.
Béghin-Say	907	-23
Bongrain	3 350	-9
BSN	867	+11
Carrefour	3 615	+53
Casino	1 456	+23
Eurocanché	4 150	+23
Guyonne-Gasc	1 055	+15
LYMH	4 500	+105
Océid (IGC)	755	-4
Oliep	369	+7
Pern-Ricard	1 143	-17
Promodès	2 150	+10
St-La-Bouchon	1 461	+48
Source Perrier	1 502	+67
Nestlé	35 300	-20

Filatures, textiles
magasins

	13-7-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 490	+135
BAW	792	+17
CFM	532	-20
CFM	532	-20
DMC	525	+8
Gal. Lafayette	1 989	+84
La Robe	3 104	+14
Nouvelles Galeries	693	-9
Picomp	645	+11
SCA	23,35	+0,05

Matériel électrique

	13-7-90	Diff.
CCE	635	-4
CSE (ex-Signus)	338	-
Général des eaux	2 622	-4
IBM	664	+13
Interchemie	1 346	-14
ITT	723	+9,50
Labinal	1 039	-460
Legrand	4 440	-20
Lyon. des eaux	617	-85
SEB	2 010	+4,20
Merlin-Gerlin	6 200	inch.
Moulines	104,90	+1,90
Radiotechnique	650	-15
Schlumberger	332	+19,90
SEB	1 298	+19
Sextant-Avionique	685	+12
Siemens	2 574	-13
Thomson-CSF (1)	115	-1,50

Banques, assurances
sociétés d'investissement

	13-7-90	Diff.
AGF	998	-15
Banque Paribas	255	+9,50
Banque Paribas	255	+9,50
Cedem	549	-1
CCT	223	-5,40
CFF	1 230	-45
Chargers	981	-18
CPR	445	+35
Eurofrance	2 028	-10
IGAN	2 010	+40
Héon (La)	658	-8
Locafin	489,90	+2,90
Locofin	779	+3
Midland	1 242	-20
Midland Bank	1 829	+8,50
OFF	639	+12
Paribas	1 125	+5
Schneider	994	-2
Société générale	540	inch.
Suez (C° fin.)	428	+5,20
UAP	243,50	-3
UCB	243,50	-3

Valeurs diverses

	13-7-90	Diff.
Accor	1 008	-35
Air liquide	792	+11
Argenta	2 291	+7
Bic	654	+4
Bis	580	-1
CGIP	1 263	+3
Club Méditerranée	615	-12
Seilor	2 595	-12
Euro-Disney	101,20	+0,40
Europe 1	1 268	-32
Eurotunnel	89	+0,50
Groupes Ciel	470	+11,90
Hachette (1)	330	+11,90
Havas	627	-3
Marine World	406	-1
Navigation mixte	1 575	+25
Nord-Est (2)	195	+10,20
L'Oreal	543	-8
Saint-Gobain	552	-7
Sanofi	969	+4
Sauvies Châillon	346	+25
Skin Rosignol	1 001	-38

(1) Coupon de 3,90 F.
(2) Coupon de 5,20 F.

Mines d'or, diamants

	13-7-90	Diff.
Anglo-American	157,50	-4,40
Anglo	418	-2
Bull. Gold M.	79,80	+1,90
De Beers	125	-2
Drief. Cons.	61,75	+0,85
Gencor	15,05	-0,15
Harmony	36,80	+0,85
Kandolm	25,58	+0,40
Saint-Helens	46,10	+0,20
Western Deep	175,70	+6,70

Bâtiment, travaux publics

	13-7-90	Diff.
Auxil. d'entr.	1 065	+24
Bouygues	631	+10
Ciments français	1 686	-14
Dumez	765	+131
GTIM	1 820	+130
Immob. Phénix	116	-
J. Lefebvre	1 110	+90
Lafarge	452,50	-2,30
Poliet et Chaus. (1)	668	+8
SGE-SB	269	+27

Valeurs à revenu fixe
ou indexé

	13-7-90	Diff.
PME 10,6 % 1976	100,35	-0,15
8,80 % 1977	119,05	-0,55
10 % 1978	100,00	-0,40
9,80 % 1978	100,20	-0,20
9 % 1979	98,38	-0,17
10,80 % 1979	101,65	-0,34
CNE 3 %	366,4	-11
CNE 5 %	99,75	-0,05
CNE 5 % 000 F.	100,15	-0,05
CNE 5 % 000 F.	100,15	-0,05
CNE 5 % 000 F.	99,70	-0,04

Produits chimiques

	6-7-90	Diff.
Inst. Mérieux	3 730	+140
Labo. Bell	2 730	-75
De Beers	2 290	-90
BASF	922	+20
Bayer	970	+27
Hoechst	910	+2
Immob. Phénix	116	+3,50
Norsk Hydro	175	+9,50
Synthlabo	565	-7

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 juillet 1990
Nombre de contrats : 60 114.

	juin 90	sept. 90	déc. 90	Mars 91
Premier	-	-	-	-
haut	-	102,48	102,56	102,26
bas	-	102,02	102,20	102,26
Dernier	-	102,38	102,56	102,26
Compensation	-	102,38	102,50	102,48

	9 juillet	10 juillet	11 juillet	12 juillet	13 juillet
RM	1 548 774	2 029 681	1 660 058	3 484 045	-
Comptant	6 311 226	7 640 053	5 561 079	4 600 026	-
R. et obl.	123 994	126 391	335 042	872 087	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	7 983 994	9 796 125	7 556 179	8 956 158	-

	9 juillet	10 juillet	11 juillet	12 juillet	13 juillet
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)					
Françaises	96,2	95,2	95,3	95,3	-
Etrangères	95	94,1	94,3	95,1	-
SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	535,7	531,5	524,8	529,6	533,2
(base 1000, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	1 990,17	1 963,02	1 970,58	1 975,18	1 998,34

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		Cours 6-7-90	Cours 13-7-
Or fin (poin en barre)		64 500	64 100
- (500 en lingot)		64 750	64 100
Pièces françaises (20 fr.)		391	387
« Pièces françaises (10 fr.)		387	387

هكذا من الراحل

16 • Dimanche 15 - Lundi 16 juillet 1990 •

Le Monde

Vraie ou fausse sortie à New-Delhi ?

Le premier ministre indien démissionne

Le premier ministre indien, M. Vishwanath Pratap Singh, a démissionné samedi 14 juillet, sept mois et demi après être arrivé au pouvoir, a annoncé un porte-parole du Janata Dal, le principal parti de la coalition gouvernementale. M. Singh a demandé à M. S. R. Bommai, le président de cette formation, de désigner un nouveau chef pour lui succéder à la tête du gouvernement. Mais il pourrait s'agir, de la part de M. Singh, d'une simple manœuvre tactique avant qu'il ne revienne sur sa décision.

La démission de M. Singh était totalement inattendue. Selon les premières informations parvenues samedi de New-Delhi, la démission de M. Singh serait liée à un épisode régional de la vie politique indienne. Vendredi en effet, trois ministres avaient précipité la crise en quittant le gouvernement pour protester contre la réintégration dans ses fonctions, à la tête de l'Etat de Haryana, dans le nord de l'Inde, de Om Prakash Chautala, fils aîné du vice-premier ministre indien, M. Devi Lal.

Cette affaire remonte au 27 février. A cette date, une élection avait eu lieu dans l'Etat de Haryana pour désigner un député au Parlement local. Le scrutin avait été ensuite annulé par la commission électorale en raison des violences dont s'étaient rendus coupables les partisans de Om Prakash Chautala. Ce dernier, accusé ensuite d'avoir truqué l'élection locale, avait été contraint, à la demande de M. Singh, d'abandonner ses fonctions, qu'il vient précisément de réintégrer.

Les ministres qui ont démissionné vendredi, M. Arun Nehru (commerce), M. Arif Mohammad

Khan (aviation civile) et le secrétaire aux affaires étrangères M. Satpal Malik accusent M. Singh d'avoir cédé aux pressions que M. Devi Lal exerçait en faveur de son fils. Le premier ministre s'en défend. Selon l'Agence de presse indienne, M. Singh a justifié son geste en déclarant : « Il ne m'est plus possible de rester plus longtemps en poste après avoir perdu la confiance et le soutien des partis du gouvernement. »

Reste à savoir s'il s'agit d'une décision irrévocable ou d'une simple fausse sortie. M. Singh pourrait en effet avoir choisi de se démettre pour mieux soumettre ceux qui le critiquent au sein de la coalition et revenir ensuite en force. Quoi qu'il en soit, le Janata Dal (Parti du peuple) a convoqué une réunion de sa commission des affaires politiques, des ministres et des « ministres principaux » qui sont les chefs des divers Etats de l'Union indienne pour examiner la situation. Si M. Singh ne revient pas sur sa décision, le Janata devra donc lui trouver un successeur dans ses rangs.

Agé de cinquante-neuf ans, M. Singh est chef du gouvernement indien depuis le 2 décembre dernier. Il avait succédé à M. Rajiv Gandhi, dont le parti du Congrès venait de perdre les élections législatives. Le Janata Dal n'ayant pas obtenu à lui seul la majorité absolue, M. Singh avait dû former un gouvernement de coalition en associant au pouvoir un représentant de chacune des quatre formations qui lui étaient alliées. Deux autres partis importants, le Bharatiya Janata party (BJP, hindouiste de droite), et le CPI, le parti communiste, apportent au cabinet un soutien « extérieur ». (AFP, AP, Reuters)

La célébration de la Fête nationale

Le corps d'armée de France sur les Champs-Élysées

Baptisé la veille, à Lille, sous cette dénomination, le corps d'armée de France, qui est l'ancien 3^e corps d'armée remanié et installé dans le quart nord-est du pays, a défilé, le 14 juillet, sur les Champs-Élysées, devant le chef de l'Etat. C'est le nouveau dispositif de l'armée de terre, avec un autre corps d'armée en Allemagne (qui pourrait être rapatrié avant le milieu de cette décennie) et la Force d'action rapide (vouée davantage aux missions outre-mer).

Survolé par cinquante-trois avions de l'armée de l'air (dont des Mirage 2000-N et des Mirage IV-P capables de transporter une arme nucléaire stratégique), par dix-sept appareils de l'aéronautique navale

et par quarante-quatre hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre, ce défilé a mobilisé sept mille hommes, dont plus d'un tiers servait six cents véhicules divers (dont trois cent quarante blindés). Pour la plupart, ces détachements à pied ou en véhicules provenaient donc du corps d'armée de France qui, en réalité, totalise quarante-cinq mille hommes en temps de paix.

Parmi les nouveautés présentées aux Parisiens, on peut citer les batteries de missiles anti-aériens Mistral montées sur des jeeps Peugeot P4 et mises en œuvre par le 51^e régiment d'artillerie stationné à Wittlich, en Allemagne. Au sein des unités à pied, on a plus spécialement remarqué des éléments du service militaire adapté (SMA), venus de l'île de la Réunion où ils reçoivent une formation professionnelle liée aux activités du bâtiment et des travaux publics, et un détachement de l'école de défense nucléaire, biologique et chimique, implantée à Caen depuis 1984 pour sensibiliser les forces armées à la nécessité de se protéger des armes NBC.

A l'issue de ce défilé, M. Mitterrand devait présider la traditionnelle garde-party à l'Élysée, au cours de laquelle il avait prévu de répondre en direct, sur TF-1 et A2, aux questions de Christine Ockrent et Patrick Poivre d'Arvor.

Un plan d'adaptation au « Monde »

L'assemblée générale des associés de la SARL Le Monde, réunie le vendredi 13 juillet, a « pris acte du plan global d'adaptation » proposé par la « pérenne » et a demandé que « soient prises dans les meilleurs délais les mesures d'économie nécessaires à l'équilibre financier de l'entreprise ».

Il y a maintenant deux ans qu'est entamée la modernisation de la presse parisienne, rendue nécessaire par la transformation des techniques d'impression, d'expédition et de sale et par le bouleversement du paysage médiatique, caractérisé, entre autres, par la prochaine ouverture du grand marché européen. Le Monde se félicite d'avoir été le premier à s'engager dans cette voie. La nouvelle formule rédactionnelle a connu un grand succès, sa diffusion continue de croître, ses recettes publicitaires, malgré une conjoncture moins portante, ont progressé de 12 millions de francs au premier semestre par rapport à la période correspondante de l'an dernier.

La modernisation impliquait, pour l'ensemble des personnels de l'entreprise, un considérable effort d'adaptation. Celui-ci, qui n'est pas achevé, doit nécessairement avoir pour objectif d'assurer la prospérité économique de l'entreprise, condition sine qua non du maintien de son indépendance, ce qui implique par définition la recherche d'une meilleure productivité.

Dans cette perspective, le Monde est déterminé à mettre en œuvre un plan d'adaptation lui permettant de dégager, en maîtrisant mieux ses coûts, les moyens de son développement et de sa diversification. Ce plan prévoit à la fois une réduction des frais fixes, des économies budgétaires, des réductions d'emplois, un appel à la sous-traitance et une réorganisation des modes de fonctionnement destinés à assurer une meilleure mise en valeur des ressources humaines.

Le Monde

PUBLICITÉ

TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

Avec Le Monde sur Minitel

Admission
HEC, ESC Lyon, INT G
ESC La Rochelle, CUST

36.15 LE MONDE

Tapez RES

Légion d'honneur

L'écrivain Jules Roy élevé à la dignité de grand-croix

Par décret publié au Journal officiel du 14 juillet 1990, M. Jules Roy, écrivain, a été élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur. M. Jean Dausset, professeur honoraire au Collège de France, M^{me} Antoinette Guerrini, inspecteur général honoraire de l'instruction publique, M. François Luchaire, professeur d'université, et M. Jacques Pèrès, ancien président-directeur général de société, ont, eux, été élevés à la dignité de grand-officier.

Au-delà, dans l'ordre des promotions et nominations, dont nous publions dans nos éditions du mardi 17 juillet la liste complète, on notera les noms de plusieurs écrivains, cinéastes et artistes. M^{me} Marina Vlady, Frédérique Hébrard, Janine Charrat, et M. Claude Bolling, Alain Delon, Milan Kundera, Pierre Vidal-Naquet, Georges Lautner, René Clé-

ment ainsi que ceux du couturier Jean-Louis Scherrer et du photographe Jeanloup Sieff. Sont honorés également des journalistes ou anciens journalistes, M^{me} Christine Collange, M^{me} Grégoire, M^{me} Gilles Martinet, ancien ambassadeur, Claude Pohl et notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech ; des juristes, M^{me} Mireille Delmas-Marty et M. Jacques Bonnet, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel ; des sportifs ou anciens sportifs, M^{me} Jean Prat et Bernard Mourou ; et différentes personnalités dont M^{me} Monique Pelletier, ancien ministre, M. René Dumont, ancien professeur à l'Institut national agronomique, M. Serge Lebovici, psychiatre, M. Luc Montagnier, directeur de recherche au CNRS, et M. Pierre Jacquard, directeur général de l'Institut français du pétrole.

Vente par correspondance franco de port

CATALOGUE PRATIQUE DE L'ETUDIANT

droit, économie, gestion et langues des affaires

matières, années d'édition et prix

demandez ce catalogue gratuit par écrit à :

MEDILIS S.A. PROMO-LIVRE
Librairie Universitaire La Librairie de l'Université
9 rue Séguier 75006 PARIS 9-16 rue Bonald 69007 LYON
Tél: 46.34.07.70 Tél: 78.61.26.61

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL - 24 PAGES

JUILLET-AOÛT 1990

LES GUERRES DU VIETNAM

Des guerres d'indépendance aux luttes armées avec les pays voisins, le Vietnam n'a cessé d'être, depuis 1945, une terre de guerres.

Le Monde Dossiers et Documents retrace l'histoire de ces années de conflits : la guerre d'Indochine, l'engagement américain, l'affrontement khméro-vietnamien.

Un numéro événement avec des chronologies détaillées, des reportages des envoyés spéciaux du Monde de l'époque et de nombreuses illustrations.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a quarante ans, le départ des années Fangio..... 2

ÉTRANGER

La fin du congrès du PC soviétique
Des changements dans la haute hiérarchie militaire..... 3

L'affaire Ridley
Les pressions s'accroissent pour obtenir la démission du ministre britannique..... 4

Le conflit cambodgien
A la veille de la conférence de Paris, les Khmers rouges gagnent du terrain..... 4

La rébellion au Libéria
Les adversaires du président Doe sont divisés..... 5

POLITIQUE

Réforme constitutionnelle
« Déné de justice constitutionnelle », d'Olivier Duhamel..... 6

Évaluation des politiques publiques
M. Mitterrand a installé le Comité scientifique..... 6

« Livres politiques »
« Des échos de SOS-Racisme », par André Laurens..... 6

SOCIÉTÉ

Les Bours et l'armée
Une intégration difficile..... 7

La grande Passion de Nancy
Un grand show religieux dans la ville de Stanislas..... 7

CULTURE

Fête nationale en Avignon
Jérôme Savary transforme le Songe d'une nuit d'été, de Shakespeare en grande kermesse populaire..... 9

RÉGIONS

Dix ans pour gagner la bataille de l'eau dans le Sud-Ouest..... 12

ÉCONOMIE

Les difficultés de Tuffier
Cessation d'activité pour la société boursière..... 13

Accor au premier rang
Après son OPA sur une chaîne hôtelière américaine, le groupe français prend une dimension mondiale..... 13

415 000 emplois créés en 1989
Les chiffres de l'Unedic sur les emplois salariés..... 13

Financement de la Sécurité sociale
La difficile mise au point de la « contribution sociale généralisée »..... 13

Services

Abonnements..... 2
Cartes..... 11
Météorologie..... 11
Mots croisés..... 11
Radio-Télévision..... 11
Spectacles..... 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

Le numéro du « Monde » daté 14 juillet 1990 a été tiré à 517 718 exemplaires.



University Studies in America Inc.

importante organisation américaine, facilite l'entrée dans de grandes universités US. Etudes tous niveaux quels que soient votre anglais et vos diplômes (baccalauréat, baccalauréat, baccalauréat) en charge Paris et simplification des formalités. Documentation

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.
U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94